

*l'Anti*capitaliste

N°161 | Novembre 2024 | 4,5 €

la revue mensuelle du NPA



CONSTRUIRE UN PARTI ANTICAPITALISTE



LUTTONS CONTRE LES VIOLENCES
SEXISTES ET SEXUELLES



RÉFLEXIONS SUR LE FRONT
POPULAIRE DE 1936



LA PREMIÈRE GUERRE
D'ALGÉRIE 1830-1852

Sommaire

ÉDITORIAL

Comité de rédaction De quoi Barnier est-il le nom ? **3**

PREMIER PLAN

Aurélien-Anne Thos En meute **4**

DOSSIER

Fabienne Dolet et Édouard Soulier Pourquoi il nous faut un parti ? **6**

Elsa Collonges et Thomas Rid Construire un parti utile aux luttes, pour la révolution **8**

Antoine Larrache, Hélène Marra et Nicolas Menna Parti et conscience de classe **11**

Édouard Soulier Direction et centralisme dans le parti révolutionnaire **14**

Sally Brina Pour avancer vers une vraie politique d'implantation **17**

CNIF Construire un parti féministe et lutte des classes ! **19**

Léon Crémieux Indépendance de classe et lutte pour le pouvoir dans la révolution russe **21**

Jeunesses anticapitalistes La place de la jeunesse dans les luttes **24**

HISTOIRE

Entretien avec Alain Ruscio La première guerre d'Algérie 1830-1852 **26**

THÉORIE

Présentation du Centre d'études marxistes **30**

Olivier Besancenot Les enjeux du Front populaire de 1936 **30**

François Sabado Front populaire : les tâches des révolutionnaires **32**

FOCUS

Néva Laprevisti Refusons la répression de la solidarité avec la Palestine **36**

Retrouvez notre revue sur sa page du site *L'Anticapitaliste* : <https://lanticapitaliste.org/presse/revue>. Les articles du dernier numéro y sont mis en ligne progressivement au cours du mois, tandis que l'ensemble des numéros précédents y sont téléchargeables en format pdf.

Couverture: © Photothèque Rouge / Francois du NPA31.

Le NPA-L'Anticapitaliste a décidé de lancer une souscription nationale pour acquérir un local regroupant toutes ses activités politiques, nationales, internationales, son imprimerie, la rédaction de sa presse papier et digitale et sa librairie à Rotographie à Montreuil (93).

Ce projet est ambitieux et a un coût. Voilà pourquoi nous faisons appel à la solidarité afin de récolter 800 000 euros d'ici début 2025. C'est une grosse somme, mais c'est possible si chacun-e nous aide dans la mesure de ses moyens.

**FAITES UN DON SUR
SOUSCRIPTION.NPA2009.ORG**



**POUR UNE GAUCHE DE COMBAT
UN LOCAL
POUR LE NPA
L'Anticapitaliste**

NPA

L'Anticapitaliste

S'ABONNER

PAR CHÈQUE

à l'ordre de: NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex
France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6 mois 22 euros	1 an 44 euros
Revue + Hebdo	6 mois 50 euros	1 an 100 euros
Tarif je-nes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6 mois 18 euros	1 an 36 euros
Revue + Hebdo	6 mois 38 euros	1 an 76 euros

Etranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail :
<http://www.diffusion.presse@npa2009.org>.

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur : <https://lanticapitaliste.org/abonnement>

Tarif standard		
Revue + Hebdo	25 euros par trimestre	
Tarif je-nes/ chômeurs/ précaires		
Revue + Hebdo	19 euros par trimestre	

L'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA-L'Anticapitaliste

Comité de rédaction:

Fabienne Dolet, Raphaël Greggan, Thierry Labica, Hafiza b. Kreje, Antoine Larrache, Hélène Marra, Robert Pelletier, Laurent Ripart, Édouard Soulier.

Pour contacter la rédaction :
contact-revue@npa2009.org

Directrice de la publication:

Penelope Duggan

Secrétaire de rédaction:

Raphaël Greggan

Diffusion:

diffusion.presse@npa2009.org

Administration:

01 48 70 42 30
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire:

0519 P 11509

Numéro ISSN:

2269-370X

Société éditrice:

Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

Tirage:

3 000 exemplaires

Maquette et impression:

Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 21
Fax: 01 48 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

De quoi Barnier est-il le nom ?

PAR LE COMITÉ DE RÉDACTION

La dissolution de l'Assemblée nationale en juin dernier témoigne de l'impossibilité pour Macron d'aller plus en avant dans ses réformes libérales. Les mobilisations qu'il a affrontées sans céder (des Gilets jaunes jusqu'à la réforme des retraites, en passant par les révoltes des quartiers populaires et les blocages des agriculteurs) combinées au déplacement vers la droite et l'extrême droite du champ politique, entraînent un épuisement de son appareil politique et l'ont contraint à en trouver un nouveau pour maintenir son cap.

La politique de Macron a été battue par les résultats des élections européennes. Dans une séquence où la gauche était très divisée et donc inoffensive, il a tenté de rejouer la diabolisation des extrêmes pour se faire élire sur la base d'un très fragile front republicain libéral-conservateur, ce qui aurait pu aboutir à donner les clés du pouvoir au RN. Le passage par le vote est une tentative démagogique de rebattre les cartes et d'essayer de tirer son épingle dans un jeu dangereux. Cela n'avait pas marché pour Chirac, c'est un échec total pour Macron. Cependant, les mobilisations de 1995-1997 ont renforcé la gauche et elles ont favorisé la victoire de la Gauche plurielle. Au contraire, depuis 2017, nous disputons l'hégémonie de certaines luttes à l'extrême droite.

La situation internationale est alarmante. L'absence de prise en compte de la crise écologique a tué en Europe de l'Est et dans l'État espagnol ; l'élection de Donald Trump annonce un avenir désastreux en Ukraine et en Palestine, où le génocide fait rage (lire l'intervention de Néva Laprevisti p. 36). Face à l'inflation et aux multiples crises, la classe dirigeante veut maintenir ses profits, en se gavant d'argent public et en licenciant à tours de bras. Les cliquets institutionnels de la 5^e République permettent de mettre en selle un gouvernement de combat, qui peut se permettre d'aller plus loin que le gouvernement Attal, par des attaques frontales contre les fonctionnaires, la Sécurité sociale, les chômeurs et qui renforce

les violences contre les femmes (lire l'article d'Aurélienne Anne Thos, p. 4) et les migrants.

REPRENDRE L'OFFENSIVE, CONSTRUIRE LES LUTTES

Nous menons la lutte sur deux terrains. D'une part, la lutte contre le gouvernement et le patronat, en défense des emplois, tout en gardant en tête les indispensables transformations de la production pour répondre à la crise écologique. D'autre part, la lutte pour l'hégémonie du prolétariat dans les luttes sociales qui s'annoncent, pour lesquelles l'intransigeance antiraciste est un élément clé et dont la construction passe par une connaissance de l'histoire coloniale de la France (lire l'interview d'Alain Ruscio sur la première guerre d'Algérie, p. 26). Nos réponses sont entièrement opposées à celles de l'extrême droite. C'est pourquoi nous continuons à construire des fronts uniques de lutte. Nous restons convaincus que le Nouveau front populaire est un outil qui permet de regrouper les partis politiques, les syndicats, les associations et les individus. Nous accueillons dans ce numéro le *Centre d'études marxistes* (lire leur présentation p. 31) pour nous aider à comprendre les enjeux politiques du Front populaire de 1936 (articles d'Olivier Besancenot et François Sabado pp. 30-35).

La construction d'un front unique ouvrier nous semble indispensable pour gagner non seulement sur le fond mais également pour gagner

l'hégémonie dans la classe, contre l'extrême droite. C'est pourquoi nous nous investissons dans toutes les mobilisations, notamment celles à venir contre les licenciements et en défense des services publics.

CONSTRUIRE UN PARTI ANTICAPITALISTE

Pour en finir avec le capitalisme, quels que soient les détours tactiques, il nous faut un parti (article de Fabienne Dolet et Édouard Soulier p. 6), qui soit utile pour les luttes (article d'Elsa Collonges et Thomas Rid, p. 8). Dans le cadre de la *Rencontre nationale des comités* du NPA en décembre 2024, nous avons souhaité dans ce numéro préciser les contours de notre parti. Nous voulons aider à la reconstruction de la conscience de classe (article d'Antoine Larrache, Hélène Marra et Nicolas Menna, p. 11) et garder une ligne de défense inconditionnelle des intérêts de notre classe (article de Léon Crémieux, qui revient sur le parti bolchévique en 1917, p. 21). Le parti que nous voulons doit être féministe (article de la Commission nationale d'intervention féministe, p. 19) et se placer aux côtés de la jeunesse (article des Jeunesses anticapitalistes, p. 32). Enfin, nous voulons nous construire au sein de la classe ouvrière (article de Sally Brina, p. 17). Ce sont autant d'éléments qu'il nous paraît important de discuter au sein du NPA, ainsi qu'avec les organisations de la gauche de rupture dans les mois qui viennent. □

En meute

PAR AURÉLIE-ANNE THOS

En 2016, durant les fêtes de Pampelune, un groupe de 5 hommes viole une femme, se filme et partage la vidéo sur un groupe Whatsapp appelé « La Manada » (« la meute »). En 2018, la justice espagnole les déclare coupables d'abus sexuel mais ne retient pas la qualification de viol, malgré les témoignages, malgré les preuves vidéo. Cette minimisation va secouer la société espagnole et donner lieu à un mouvement féministe massif qui aboutira à l'introduction de la notion de consentement dans la loi.¹

Dans la ville de Mazan, durant plus de 10 ans, Dominique Pélicot va droguer sa conjointe, Gisèle Pelicot, et la faire violer par plus de 80 hommes. Ces hommes qui n'avaient rien en commun, qui ne se connaissaient pas, forment pour 50 d'entre eux, depuis le début du procès en septembre 2024, une autre forme de meute. Réunis dans la salle d'audience, ils tissent des liens de solidarité, se conseillent, partagent des repas près du tribunal et se défendent les uns les autres. Cette notion de meute, de violence collective, traverse l'ensemble des violences commises par les hommes contre les femmes. Le procès de Mazan permet de comprendre le continuum entre la violence conjugale souvent perçu comme le fait d'un homme isolé dans le cadre « privé » et la violence collective de la meute qui l'entoure et qu'il va solliciter.

LE VIOL COLLECTIF : FORME EXACÉRBEÉ DE LA DOMINATION MASCULINE

En France au début des années 2000, la question des viols collectifs (nommés par les journalistes « viols en réunion » ou « tournantes ») a été associée par la droite et l'extrême droite aux « banlieues » et instrumentalisée afin d'attaquer les populations racisées, migrantes et/ou précaires. Pour Christelle Hamel², les viols collectifs ont été présentés comme un phénomène nouveau et « *insérés dans des rhétoriques racistes, anti-pauvres et anti-jeunes* » en occultant la réalité du caractère endémique des violences faites aux femmes. Pourtant, les viols

collectifs sont loin d'être un fait récent et s'ils restent minoritaires par rapport à l'ensemble des viols commis, ils concernent tous les milieux.

Selon elle, loin de l'idée généralement admise d'un « rituel » ou d'une « initiation », lorsque les violences sexistes et sexuelles s'expriment de façon collective, elles sont alors l'expression d'une domination exacerbée. Elles émergent dans des groupes d'hommes déjà très soudés, solidaires et cultivant un entre-soi où on constate une forte hiérarchisation des genres, les femmes étant perçues comme inférieures et ayant moins de valeur. La victime est vue comme un objet qu'on se « partage » et profondément déshumanisée. Les hommes agissent et se pensent comme un groupe : ils diminuent leur responsabilité individuelle et mettent en scène leur virilité auprès des autres. Les viols collectifs peuvent parfois être aussi une stratégie délibérée dans des contextes précis. Dans les processus coloniaux ou les guerres, les viols collectifs sont utilisés comme une arme.³ Au Soudan, au Congo, en Palestine, en Ukraine, entre autres, le viol est utilisé pour soumettre toute la population, réaliser un nettoyage ethnique, briser et humilier sur plusieurs générations. En Iran, les violences sexuelles ont été utilisées par les forces de sécurité contre le mouvement « Femme, Vie, Liberté » en 2022. En Égypte plusieurs viols ayant eu lieu sur la place Tahrir entre 2012 et 2014 auraient été commandités. Il s'agit alors d'une stratégie sciemment organisée visant à maintenir le système patriarcal en place. Les hommes qui les commettent font « corps » ensemble : militaires ou groupes armés, force de répression etc.

Le viol collectif est ainsi l'expression de l'écrasement d'un groupe sur un autre. Mais dans l'affaire Mazan les 80 violeurs ne se connaissaient pas entre eux et n'ont pas commis les viols au même moment. Ils connaissaient à peine Dominique Pelicot puisqu'ils ne l'avaient rencontré que sur internet, et pourtant ils ont, à chaque fois, accepté le « partage » non seulement de la victime mais aussi du silence permettant aux viols de continuer à se produire.

LA VIOLENCE COLLECTIVE DES HOMMES ET LA CONSTITUTION DE RÉSEAUX

Au-delà des viols, d'autres formes de violences collectives peuvent exister et ne nécessitent pas que le groupe se constitue « physiquement ». Ainsi les hommes représentent la majorité des auteurs de cyberharcèlement. En 2019, l'affaire de la *ligue du LOL*⁵ rend publiques certaines de ces violences collectives masculines sur les réseaux sociaux : un groupe d'une trentaine d'hommes organise le cyberharcèlement de femmes, personnes racisées et personnes LGBTI sous couvert « d'humour ». « *Rien ne justifiait notre comportement de meute* » déclarera un des harceleurs des années plus tard. L'anonymat conféré sur internet renforce chez ces hommes un sentiment d'impunité et ils redoublent alors de violence. Le fait de ne pas être témoin directement des effets de cette violence sur les victimes achève le processus de déshumanisation. Selon Laurent Bègue, professeur de psychologie sociale : « *La cohésion que l'on observe dans les groupes peut amener ses membres à éprouver tout simplement*

moins d'inhibition à agresser autrui. Le groupe est aussi significativement plus agressif que les individus pris isolément lorsque les normes en présence sont favorables à l'agression». Le groupe s'attaque alors aux personnes qui sont socialement dominées.

Mais les réseaux ne sont pas uniquement le lieu d'expression de harcèlement, ils sont aussi le lieu de recrutement et de partage de cette violence entre hommes. Ainsi, c'est bien sur le site *coco.fr* que Dominique Pelicot recrutait ses co-accusés, sur un forum intitulé « À son insu » dont l'objectif consistait notamment à partager des photos volées de femmes nues. Ce type de groupe permettant à des hommes de partager des contenus volés n'est pas nouveau. En 2017, Facebook suspendait un groupe où 52 000 hommes s'étaient retrouvés pour partager des photos volées de femmes nues⁶. On retrouve ici la même logique de « partage » entre hommes de contenus concernant des femmes qui sont alors perçues comme des objets. Cette façon de collectiviser cette violence joue aussi un rôle crucial dans le développement de la pédocriminalité. En 2024, le documentaire *Pédocriminels, la traque* revenait sur ce phénomène : « en 2022, quelque 88 millions d'images pédocriminelles circulaient dans le monde et, chaque seconde, au moins deux images de viol d'enfant sont échangées sur Internet ». Début novembre 2024, un ancien graphiste de Disney était condamné à 25 ans de réclusion pour avoir notamment commandé sur internet des viols d'enfants⁷.

LE CONTINUUM DES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES : DE LA CULTURE DU VIOL AUX VIOLENCES COLLECTIVES

C'est un double mouvement de co-construction : d'une part les violences collectives (comme les viols collectifs) sont le fruit et l'aboutissement d'une société patriarcale où les femmes sont vues comme des objets à la disposition des hommes et qu'ils peuvent « s'échanger et se partager ». D'autre part ces violences collectives donnent lieu à la construction de réseaux déployant une idéologie masculiniste et renforçant le système patriarcal. À l'instar de ces réseaux masculinistes qui se spécialisent dans le partage et l'enseignement de techniques de harcèlement de meute, de manipulations et de haine des femmes, allant jusqu'au



Manifestation à Paris, 8 mars 2022.
© Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

passage à l'acte terroriste.

De toute évidence, en dépit des clichés véhiculés par l'extrême droite, les hommes sont loin de vivre une crise d'isolement et de solitude. Au contraire, ils sont tout à fait capables de créer et maintenir des réseaux, des amitiés et de la solidarité lorsqu'il s'agit de commettre des violences sexistes et sexuelles, parfois même, comme dans le cas du procès de Mazan, de manière rétrospective. À l'inverse, le fait de reléguer les femmes à la sphère domestique et privée construit leur isolement. En Afghanistan cet isolement organisé a pris une forme extrême : les communications entre femmes sont de plus en plus restreintes et contrôlées⁸.

L'impunité généralisée achève le sentiment de toute puissance dans le groupe. Car autour de la meute on retrouve tout un système et ses acteurs que les agresseurs savent mobiliser : le silence des proches, collègues, amis et famille, le système policier qui n'enquête pas suffisamment (combien d'enquêtes ont été menées sur les 52 000 participants du groupe Facebook de partage de photos volées ?), le système judiciaire qui joue systématiquement contre les victimes, les avocats parfois inutilement dégradants et humiliants (on se souvient de cette avocate qui demanda à Gisèle Pelicot si elle n'aurait pas « des penchants exhibitionnistes », ou encore l'avocate de Nicolas Bedos déclarant que son client avait été condamné pour une « main posée

sur un jean »), les réactionnaires qui veulent préserver l'ordre établi, les politiques qui se soutiennent lorsqu'ils sont accusés de violences, les éditorialistes et les médias bien trop pressés de jeter le doute sur les l'intégrité des victimes...

Face à cela nous n'avons d'autre choix que de nous battre pour une transformation en profondeur de la société et en particulier pour remodeler la façon dont les hommes relationnent entre eux : plutôt que de construire des meutes solidaires dans l'expression de la violence, construire des cadres collectifs visant à sortir de l'entre-soi masculin. □

1) Romane Laignel Sauvage, L'affaire de « la meute » en Espagne : « Ce n'est pas un abus sexuel, c'est un viol ». INA.fr, 13 septembre 2024

2) Christelle Hamel, « Faire tourner les meufs ». Les Villes collectives : discours des médias et des agresseurs. *Gradhiva : revue d'histoire et d'archives de l'anthropologie* n°33, 2003.

3) *Contre Attaque*, Soudan, Ukraine, Syrie, Palestine : le viol comme arme de guerre. *Contre-attaque.net*, 2 novembre 2024.

4) *France Info*, Iran : « Les forces de sécurité ont eu recours au viol et à d'autres formes de violences sexuelles pour écraser le soulèvement » en 2022, selon un rapport d'Amnesty International. *Francevinfo.fr*, 6 décembre 2023.

5) Hélène Combis et Pierre Ropert, « Ligue du LOL » : les mécanismes de l'effet de meute. *France Culture*, 12 février 2019.

6) Claire Digiacomi, Facebook suspend « Babylone 2.0 », un groupe secret où 52 000 membres s'échangeaient des photos volées de femmes nues. *Huffington Post*, 7 janvier 2017.

7) *France Info* et AFP, Viols et tortures sur des enfants philippins : un ex-graphiste de Disney français condamné à 25 ans de réclusion. *Francevinfo.fr*, 1^{er} novembre 2024.

8) Anaelle Jonah, En Afghanistan, le régime taliban réduit désormais les femmes au silence. *France24*, 30 octobre 2024.

Pourquoi il nous faut un parti ?

PAR FABIENNE DOLET ET ÉDOUARD SOULIER

La situation sociale, politique, écologique du monde montre plus que jamais que nous avons besoin de mutualiser nos expériences de lutte, de réfléchir ensemble pour gagner l'ensemble de notre classe à la transformation sociale. Reste à déterminer la forme d'organisation nécessaire.

« **P**ourquoi tout le monde crée des mouvements et plus personne ne crée de partis », s'interrogeait Galaad Wilgos dans *Slate* en 2017. Depuis un peu plus d'une dizaine d'années, avec l'horizontalité permise par les réseaux sociaux, le discrédit des politiques de gauche et de droite alignées sur le « *No alternative* » thatcherien, un consensus avait surgi : il y aurait une désaffectation historique pour la forme « parti ». Pourtant, à l'heure où résonnent les bruits de bottes partout en Europe, le « mouvement » ou le « réseau » suffisent-ils encore ? En quoi un parti peut-il être utile ?

DE LA RUE AUX PARTIS POLITIQUES : UNE RUPTURE

Faute de victoires significatives des mouvements sociaux ces quinze dernières années, d'autres formes de contestation, souvent complémentaires, parfois vues comme remplaçant l'action des partis et des syndicats ont émergé : le mouvement des places, Nuit Debout en 2016, black blocs et politique appeliste, Gilets jaunes en 2018, etc. Dans ces mouvements s'exprime souvent la peur de l'endoctrinement et la volonté de conserver une certaine indépendance de pensée. S'exprime aussi l'envie d'une démocratie ponctuelle, horizontale, d'une action politique exemplaire. La spontanéité est valorisée par rapport à la lourdeur des partis, vus comme bureaucratisés ou prisonniers des enjeux de pouvoir.

La désaffectation pour les partis semble avoir atteint un pic qui s'accompagne d'ailleurs d'une abstention record aux élections. Ainsi, seul-es un tiers des Français déclarent être membres d'une association, d'un syndicat ou

d'un parti politique². Pour la participation active, seul-es 2 % des Français-es déclarent être membre d'un parti et y participer activement, 4 % d'un syndicat et enfin 9 % d'une association qui « *défend une cause* ». Ces chiffres traduisent donc un désengagement pour l'organisation collective, au-delà de la forme « parti ».

DE L'IMPUISSANCE À L'ACTION DIRECTE

Si les partis politiques sont souvent vus comme des outils obsolètes, c'est parce qu'ils se fixent des objectifs politiques lointains ou ne répondent pas suffisamment dans le cadre institutionnel aux revendications.

Au cours de la dernière décennie, le déclin numérique des organisations politiques militantes (on ne parle évidemment pas des partis d'élus de la droite) a coïncidé avec une diminution de la lutte organisée et de masse notamment au plan syndical. Ce recul entraîne des frustrations devant l'impuissance, avec à la clé résignation, désaffectation mais aussi de nouvelles formes de mobilisation. Ces mobilisations ont privilégié l'action immédiate, qui donne des résultats tangibles rapidement. Cette idée résonne particulièrement avec les luttes écologiques : de Notre-Dame-des-Landes à Greta Thunberg, du barrage de Sivens à Sainte-Soline. L'écologie radicale a trouvé à s'exprimer en France autour des Soulèvements de la Terre.

DU « PARTI » AUX MOUVEMENTS : REcul DE LA CONSCIENCE DE CLASSE

La faiblesse des organisations politiques traditionnelles suit par ailleurs une tendance au long court : la

méfiance à l'égard de toute organisation politique quelle qu'elle soit. Les partis politiques traditionnels de la gauche ont donné une image ambivalente : l'émancipation était souvent soumise aux enjeux de pouvoir. Ainsi, la tradition stalinienne, qui réunissait des organisations de militants obéissant aveuglément ou presque, a produit des courants politiques dans la dynamique post-Mai 68 qui ont cherché d'autres manières de faire de la politique, comme la Ligue communiste, devenue ensuite LCR (Ligue communiste révolutionnaire). Les partis d'élus de la social-démocratie en France dans les années 1980-1990 pouvaient utiliser les militants comme des faire-valoir et servir de petites mains à des barons locaux ou ministériels.

De la peur de la récupération politique à la déconnexion totale entre la rue et les partis de gouvernement sous François Hollande, en passant par l'inventaire post-1989, la forme « parti » a pris un coup dans l'aile au profit d'organisations basées sur le mouvement. Les partis d'élus de la gauche institutionnalisés, menant des politiques social-libérales, ont achevé de discréditer les partis. La macronie est le fruit de cette décomposition. Elle s'est d'ailleurs organisée elle aussi en mouvement... évoqué par le nom même lui-même : « En marche ! », pour faire moderne ! La bourgeoisie a contribué à vider de sa substance la forme « parti », mais aussi la forme « mouvement », pour promouvoir... des hommes forts. Macron est l'incarnation de ce processus. D'abord, parce que sa politique l'a mené à discréditer les « *corps intermédiaires* », puis à mépriser les partis représentés à l'Assemblée nationale,

et enfin les députés et l'Assemblée elle-même avec l'usage réitéré de l'article 49.3... Sans même parler du déni de démocratie de la dissolution et des législatives anticipées.

Tout cela éclaire l'offensive idéologique et matérielle du libéralisme économique. Depuis 2008, et la crise des *subprimes*, les milliardaires se sont enrichis, et les plus pauvres se sont appauvris. Les droits sociaux et les services publics issus du consensus d'après-guerre ont été attaqués de plus en plus à l'échelle européenne. Le capitalisme libéré de toute entrave politique affaiblit les liens collectifs et sociaux, voire il a intérêt à les détruire au profit d'une société d'individus producteurs à bas coût, d'une part, et de consommateurs enrégés, d'autre part. Les individualismes ont aussi tendance à accentuer le repli sur soi et la baisse de l'engagement.

En conséquence, il existe des sauts générationnels avec rupture de transmission d'expérience dans les partis et une difficulté à aborder les changements de paradigme historique et politique. Tout cela, alors que s'organiser, réfléchir ensemble, résister ont rarement été aussi nécessaires.

UN PARTI POUR COMPRENDRE ET RÉSISTER

Pour faire face à un capitalisme débridé, à bout de souffle, archi-subsventionné, comme le dit David Harvey, pour faire face à l'autoritarisme, nous avons besoin d'une organisation, pas seulement ponctuelle, pas seulement tournée vers l'action immédiate, pas seulement tournée vers des victoires institutionnelles... Une organisation qui n'est pas la somme des individus qui la composent mais qui est et qui a une force de penser et d'agir.

Une organisation politique, telle que nous la concevons, se donne à la fois des objectifs stratégiques (la transformation révolutionnaire de la société) et tactiques (gagner des luttes pour renforcer les travailleuses et les travailleurs). Or, ce socle commun, ce programme, est transmis, construit et retravaillé dans des pratiques à la fois formatrices et démocratiques. Un parti permet de mutualiser et de lutter contre l'idéologie dominante. C'est aussi un cadre collectif pour assimiler des expériences organisationnelles et politiques. C'est un lieu de formation pour comprendre le monde. Parce

qu'il n'y pas homogénéité entre les luttes et la conscience de classe, il y a nécessité d'un outil collectif pour assimiler les expériences de la classe et agir. Le parti sert à comprendre mais aussi à conserver la mémoire des luttes et à les intégrer. On apprend bien sûr de ses erreurs, si on peut ensemble en tirer les bilans.

UN PARTI POUR AGIR

Le parti permet de transmettre la mémoire des luttes mais aussi des bonnes pratiques. Pour toute tentative de lutte d'émancipation, nous avons besoin d'une organisation solide politiquement tournée vers l'action. Nous entrons dans une période où la satisfaction des revendications même les plus élémentaires nécessite un rapport de forces supérieur à celui d'il y a trente ans, cela nécessite donc de s'unir. Un groupe avec des habitudes militantes développées en commun – habitudes de discussion, reconnaissance et confiance créées pendant la lutte – est une force pour organiser des actions. Et il faut savoir sur quelles forces on peut compter pour les organiser.

Une organisation est utile pour être ensemble, pour préparer et intégrer différentes idées/méthodes, etc. Il est évident que la répression ne s'abat pas de la même manière sur des individus ou sur un collectif. Ce collectif permet aussi de donner la confiance nécessaire contre cette répression. Tous ces éléments montrent l'importance du collectif pour la lutte.

Ainsi une organisation doit être un outil utile pour les luttes. Cette idée générale de base repose sur le parti qui est un outil face à une classe dirigeante impitoyable et organisée. On imagine mal la police venir sans leur matériel pour réprimer en manif. Il est indispensable de se coordonner pour être efficace dans une lutte. Cette nécessité de s'organiser, notre camp social l'a naturellement lors d'affrontements avec la classe dirigeante. Lorsque c'est nécessaire, il y a des AG qui s'organisent des comités de



Manifestation à Angoulême, 9 septembre 2024.
© Photothèque Rouge / Aurore C. / CCo.

mobilisation, etc. Mais lorsque la lutte reflue, il est plus difficile de maintenir l'activité locale. C'est pour cette raison que puisque la lutte de classes est permanente, l'organisation politique et militante doit l'être aussi.

LE PARTI AUJOURD'HUI

La situation du monde est pleine de potentiel pour des luttes révolutionnaires, et les rapports de classe sont si tendus que les revendications qui s'expriment ne peuvent trouver satisfaction dans le cadre du capitalisme. Elles posent la question du pouvoir : qui décide et pourquoi ?

C'est pour cette raison qu'il faut envisager que l'organisation de notre classe, au-delà de la discussion sur la forme « parti », implique une forme de plasticité. Comme l'exprime Daniel Bensaïd : « Dans toute crise révolutionnaire, il faut chercher la forme d'organisation dans laquelle peuvent s'exprimer le plus directement et plus clairement les rapports de forces ; dans laquelle peuvent se modifier les rapports entre les masses et leurs organisations traditionnelles ; par laquelle la rupture entre les masses et ces directions peut s'opérer sans provoquer des divisions accrues du mouvement de masse lui-même. Autrement dit, un cadre où les aspirations unitaires pèsent un maximum, où la radicalisation de la base, qui va dans ces circonstances beaucoup plus vite que celle des appareils, même intermédiaires, se reflètent le mieux et le plus fidèlement. »³ □

1) Galaad Wilgos, Pourquoi tout le monde crée des mouvements et plus personne ne crée de partis, Slate.fr, 31 juillet 2017.

2) Adelaïde Zulfikarpasic, Les Français et l'engagement, Fondation Jean Jaurès, 22 juillet 2021.

3) Daniel Bensaïd, Stratégie et parti, Les Prairies ordinaires, 2016, page 85.

Construire un parti utile aux luttes, pour la révolution

PAR ELSA COLLONGES ET THOMAS RID

Penser l'utilité de notre organisation dans une phase de reflux critique du mouvement social et d'exacerbation des contradictions du capitalisme, oblige à repenser nos modalités d'implication dans les luttes, au-delà des schémas issus de la période des Trente glorieuses.

Lors de la fondation du NPA en 2009, nous écrivions dans nos principes fondateurs : « Si nous décidons de nous constituer en parti, c'est parce que nous voulons agir de façon utile, structurée et cohérente. Sans nous substituer aux luttes sociales, nous devons les impulser, y participer pleinement, y proposer nos idées et y faire nos propositions d'action car nous savons que c'est par la mobilisation la plus large possible que l'on peut stopper l'offensive capitaliste, imposer des avancées sur le terrain social, démocratique et écologique, ouvrir la voie au socialisme ». Notre parti se veut utile dans le combat général de la lutte des classes, et c'est aussi en lien avec les luttes qui lui sont liées que nous envisageons notre propre dépassement, la construction d'un parti de classe, un parti pour la révolution.

EN ATTENDANT LA GRÈVE GÉNÉRALE INSURRECTIONNELLE, LUTTONS !

La période actuelle est marquée par des défaites dans une situation où les contradictions du capitalisme sont exacerbées et ses marges de manœuvre assez faibles. Le recul des organisations du mouvement ouvrier, la montée des idées réactionnaires, marquent un rapport de force dégradé. Pour autant des luttes existent non seulement dans le champ direct de la production mais surtout en marge de celui-ci. Nous sommes partie prenante de ces mouvements dans un aller-retour permanent tant sur le fond que sur la pratique. En tant qu'organisation, nous y apportons une mémoire des luttes antérieures, un lien avec les générations précédentes. Nous

participons à clarifier un rapport aux institutions, à l'État d'autant plus facilement que de nombreuses luttes sont déjà subversives et radicales. Sur la structuration, nous portons les débats sur les questions de démocratie, de pérennité des cadres. Les expériences d'auto-organisation nous intéressent dans une perspective autogestionnaire et nous apportons de notre côté des éléments sur l'efficacité politique d'un centralisme démocratique nécessaire à l'extension et à la structuration de mouvements nationaux et qui font cruellement défaut aujourd'hui. C'est clairement le cas dans le mouvement féministe qui se trouve sans direction autonome du mouvement ou avec l'absence de coordination des boîtes en lutte face aux licenciements.

Les réseaux sociaux tentent partiellement de répondre à ces problématiques de circulation de l'information et de coordination des actions en permettant parfois de court-circuiter bureaucratie et verticalité des décisions. Mais leur caractère éphémère et anti-démocratique pèse de manière contre-productive dans la durée. Il y a un enjeu à mettre ces outils sous contrôle de ceux qui luttent.

Les faibles niveaux de structuration et de démocratie sont liés au recul de la conscience de classe, et sa reconstruction est une des tâches essentielles de l'heure mais nécessite des expériences collectives. C'est le sens de notre détermination à construire loyalement les organisations de masses, que ce soit les syndicats ou les associations féministes, antiracistes, LGBTI, antifascistes. L'implication des militant dans les luttes et les organisations de masse permet

d'avoir une compréhension globale de la situation, d'appréhender plus largement la réalité que ce que nous représentons numériquement. C'est une condition nécessaire pour ne pas tordre la réalité. En parallèle de cette mise en commun de nos expériences, les discussions au sein du parti permettent de coordonner nos actions, d'articuler nos interventions, d'être plus efficaces dans la réalisation des objectifs que nous nous fixons pour faire avancer la lutte contre l'exploitation et les oppressions.

La période d'instabilité que nous connaissons rend difficile la prédiction des explosions sociales. Si ces déclenchements dépendent peu de notre activité, en revanche leurs développements sont liés à tout le travail antérieur. Rosa Luxemburg écrit à propos de la grève des ouvriers du textile consécutive au chômage imposé pour le couronnement du tsar en 1896 : « Nous voyons déjà ici se dessiner tous les caractères de la future grève de masse : tout d'abord l'occasion qui déclencha le mouvement fut fortuite et même accessoire, l'explosion en fut spontanée. Mais dans la manière dont le mouvement fut mis en branle se manifestèrent les fruits de la propagande menée pendant plusieurs années par la social-démocratie. »¹

Enfin pour finir avec un point essentiel : nos intérêts n'étant pas différents de ceux de la population et des travailleuses et travailleurs, notre participation aux luttes actuelles ne se place pas que dans une perspective à moyen ou long terme mais aussi dans les nécessités sociales et écologiques immédiates qui nous concernent directement.

ÉVITER LES ÉCUEILS, FAIRE FACE AUX DIFFICULTÉS ACTUELLES

Le positionnement des militant·es révolutionnaires dans les organisations de masse et dans les mobilisations est une question cruciale et fait partie des débats qui divisent l'extrême gauche. Lénine écrit: « *On ne peut vaincre avec l'avant-garde seule. [...] pour que vraiment la classe tout entière, pour que vraiment les grandes masses de travailleurs et d'opprimés du Capital en arrivent à une telle position [d'appui direct à l'avant-garde], la propagande seule, l'agitation seule ne suffisent pas. Pour cela, il faut que ces masses fassent leur propre expérience politique.* »² Allant dans ce sens, les principes fondateurs du NPA indiquent : « *Dans [les mobilisations], nous défendons le principe de l'auto-organisation: il est essentiel que ce soient celles et ceux qui agissent, qui décident de l'orientation, des formes de leurs luttes et de leur direction* ». Cette question fait partie des éléments qui ont conduit à la scission du NPA en 2022. Que ce soit du côté substitutiste du courant Anticapitalisme & Révolution ou de la tactique de recrutement des franges radicalisées tout en restant en extériorité aux organisations

de masse de la fraction l'Étincelle, il y a une incompréhension de la nécessité que les « masses fassent leur propre expérience politique » et que les révolutionnaires en soient partie prenante. En l'état actuel d'un rapport de force très dégradé, le volontarisme de quelqu'un·es ne peut compenser les reculs de la conscience collective. C'est sur ce point essentiel que nous cherchons à agir. Le recul du syndicalisme est un élément qui pèse lourd dans nos difficultés à arracher des victoires au patronat, face aux gouvernements. En corollaire de ce faible niveau d'organisation, la structuration des mobilisations se fait plus « volatile » : assemblées générales féministes, collectifs écologistes, collectifs antiracistes, Gilets jaunes, etc. Les relations avec les organisations structurées sont basées sur la méfiance réciproque. Nous n'opposons pas ces différentes formes, au contraire : nous voulons les faire dialoguer pour conjuguer radicalité et structuration, massification et démocratie, anciennes et nouvelles générations militantes, mouvement ouvrier traditionnel et mouvement féministe, écologiste, des quartiers populaires...

Il peut parfois aussi y avoir des contradictions importantes en termes de revendication, par exemple entre lutte écologique et lutte pour l'emploi. L'urgence sociale et écologique nous oblige à dépasser cette contradiction. Avec d'autres, nous défendons une orientation qui allie exigences environnementales, de santé publique, de conditions de travail et d'emploi et qui remet en question les fondements même du système capitaliste productiviste. Ce qui est clair, c'est que le stade actuel du capitalisme, l'exacerbation de ses contradictions, appelle des réponses globales et radicales. Des luttes à la révolution, la marche est haute et c'est aussi le rôle d'un parti révolutionnaire de tracer cette perspective.

DES LUTTES À LA RÉVOLUTION, UN PARTI UTILE, UNITAIRE ET RÉVOLUTIONNAIRE

Rosa Luxemburg énonce les choses d'une façon claire : « *La social-démocratie est l'avant-garde la plus éclairée et la plus consciente du prolétariat. Elle ne peut ni ne doit attendre avec fatalisme, les bras croisés, que se produise une 'situation révolutionnaire' ni que le mouvement populaire spontané tombe du*



Fête du NPA31 à Toulouse, le 28 septembre 2024. © Photothèque Rouge / François du NPA31.

ciel. [...] Pour entraîner les couches les plus larges du prolétariat dans une action politique de la social démocratie, et inversement pour que la social-démocratie puisse prendre et garder la direction véritable d'un mouvement de masse, et être à la tête de tout le mouvement au sens politique du terme, il faut qu'elle sache en toute clarté et avec résolution, fournir au prolétariat allemand pour la période des luttes à venir, une tactique et des objectifs. »³

Il faut être en capacité de proposer à chaque instant d'une mobilisation des mots d'ordre qui soient des points d'appui, des échéances pour construire le mouvement, redéfinir les objectifs immédiats au fur et à mesure. Ce n'est pas tâche aisée et demande une expérience qu'il est difficile d'acquérir dans des périodes de reflux des luttes. Les militant-es qui dirigent les mouvements doivent avoir la préoccupation permanente d'anticiper le coup d'après, de se soumettre à la validation des structures démocratiques de la mobilisation. Parfois ce que l'on propose est minoritaire et cela signifie que ce n'est pas en adéquation avec le moment du mouvement, ou pas pertinent ou encore que la mobilisation n'est pas en mesure de se l'approprier. Les débats sur les questions tactiques sont la réfraction des différents niveaux de conscience. Ils sont absolument nécessaires à l'homogénéisation, il n'y a pas de raccourci possible. De la bataille locale et limitée à la grève générale, nous avons la volonté raisonnée de construire l'unité du prolétariat et de ses organisations. C'est une des conditions nécessaires à un processus de transformation révolutionnaire de la société.

Dans cette perspective, nous tentons toujours de proposer une stratégie unifiante face à l'atomisation des luttes et des résistances et partant du niveau de conscience de notre classe tel qu'il est pour l'élever et le radicaliser. Pour reprendre le mot de Ben-saïd, nous concevons « *le parti comme une boîte de vitesse* », capable tout autant de s'inscrire dans le temps long de la lutte que de saisir le moment pour radicaliser et généraliser l'affrontement avec la bourgeoisie. Luttes politiques, luttes économiques,

batailles électorales, nous choisissons rarement les terrains, mais nous avons la volonté de les articuler et de réintégrer chaque lutte contre l'injustice, chaque résistance, dans le cadre général de la guerre de classe et de l'émancipation du prolétariat.

La force des militant-es politiques tient à leur capacité à penser les objectifs immédiats des batailles en cours en articulation avec des perspectives plus larges pour une généralisation et une radicalisation des mobilisations : une souplesse d'adaptation à la réalité du niveau de conscience et d'organisation sans perdre ses repères par rapport au système capitaliste et à ses institutions. Sur les licenciements par exemple, nous pouvons être amenés à défendre une intervention de l'État, un projet de SCOP, une reconversion, une intégration au service public sans perdre de vue l'interdiction des licenciements, la réduction du temps de travail et *in fine* l'abolition du salariat ! De même sur les modalités du mouvement, de l'interpellation des éluEs à l'occupation du lieu de travail, le chemin est long et tortueux vers la grève générale insurrectionnelle !

Rosa Luxemburg développe largement l'articulation entre luttes sociales et politiques : « *Lorsque la lutte politique s'étend, se clarifie et s'intensifie, non seulement la lutte revendicative ne disparaît pas mais elle s'étend, s'organise, et s'intensifie parallèlement. Il y a une action complète entre les deux.*

Chaque nouvel élan et chaque nouvelle victoire de la lutte politique donnent une impulsion puissante à la lutte économique [...] Et inversement, la guerre économique incessante que les ouvriers livrent au capital tient en éveil l'énergie combative même aux heures d'accalmie politique; [...] En un mot la lutte économique présente une continuité, elle est le fil qui relie les différents nœuds politiques; la lutte politique est une fécondation périodique préparant le sol aux luttes économiques. »⁴

UN NOUVEAU PARTI POUR UN NOUVEAU CYCLE

En 2009, nous avons fait le pari que le cycle de luttes ouvert par 1995 et les scores de l'extrême gauche aux élections présidentielles de 2002 et 2007 seraient un tremplin suffisant pour fonder une nouvelle organisation dépassant largement la LCR, rassemblant anticapitalistes et

révolutionnaires. Nous nous fixions « *Deux tâches complémentaires [qui] se combinent : développer les luttes sociales, [...] construire un parti politique pour défendre un programme global d'émancipation.* »

Bien que les années qui ont suivi aient été marquées par un reflux des luttes et que cela ait pesé sur l'évolution du NPA, le choix du dépassement de la LCR correspondait à ce que des révolutionnaires pouvaient tenter dans la période pour participer à la reconstruction d'un parti pour notre classe sociale.

Quinze ans après, il s'agit de réactualiser notre analyse de la situation, notre orientation et le projet politique du NPA sans rien lâcher sur la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, de notre projet éco-socialiste. Mais les évolutions des modalités d'exploitation du prolétariat entraînent une évolution des formes de résistance et d'organisations. Le modèle d'affrontement des Trente glorieuses correspond finalement à une très courte période du capitalisme. La précarisation des classes laborieuses à tout point de vue recentre les batailles autour de lieux de solidarité qui peuvent être plus proches des lieux de vie que des lieux de travail comme cela a été le cas avec les Gilets jaunes. Les conditions de lutte sont d'une certaine façon plus proche de celles du 19^e siècle ou du début du 20^e siècle. Des barricades de 1848 aux bourses du travail, des émeutes à la grève générale, il nous faut réinventer nos luttes pour retrouver le chemin d'un processus révolutionnaire. C'est le rôle d'un parti des luttes, outil pour la révolution d'y participer. Et la preuve de son utilité se juge sur sa capacité à peser sur le cours de la lutte des classes, à entraîner et radicaliser. En gardant à l'esprit que « *l'histoire en général, et plus particulièrement l'histoire des révolutions, est toujours plus riche de contenu, plus variée, plus multiforme, plus vivante, 'plus ingénieuse' que ne le pensent les meilleurs partis, les avant-gardes les plus conscientes des classes les plus avancées.* »⁵ □

1) Rosa Luxemburg, Grève de masse, parti et syndicats, 1906.

2) Lénine, La Maladie infantile du communisme (le « gauchisme »), 1920.

3) Rosa Luxemburg, *op. cit.*

4) Rosa Luxemburg, *op. cit.*

5) Lénine, *op. cit.*

Parti et conscience de classe

PAR ANTOINE LARRACHE, HÉLÈNE MARRA ET NICOLAS MENNA

« Les masses ont besoin de temps et d'expériences pour se développer, et elles en ont seulement l'occasion lorsqu'elles ont un mouvement à elles, quelle qu'en soit la forme, pourvu que ce soit leur mouvement propre »¹.

Engels, dans la continuité de son travail avec Marx, parlait ici de la nécessité que la classe ouvrière agisse en tant que classe, c'est-à-dire comme sujet politique indépendant, avec son propre parti, un « parti de classe » – à distinguer du parti révolutionnaire disposant d'une théorie et d'une stratégie spécifiques.

Il s'agit pour la classe de prendre conscience de sa propre existence, de s'exprimer en tant que classe en engageant une lutte politique contre les classes dominantes, une lutte capable d'entraîner une transformation de la société dans son ensemble. C'est la distinction entre la « classe en soi » – déterminée par les mêmes conditions matérielles d'existence – et la « classe pour soi » ; entre un prolétariat passif issu du développement même du capitalisme, et un prolétariat uni dans la lutte². Pour Marx, le parti a une fonction essentielle dans la révolution sociale mais il ne peut pas se placer au-dessus ou à l'extérieur, de la classe. Il est « l'instrument de la prise de conscience et de l'action révolutionnaire des masses »³. Il oriente, à chaque moment historique de la lutte des classes, l'action de la classe ouvrière vers sa libération par elle-même. C'est le sens que nous pouvons donner à la célèbre citation de Marx « l'émancipation de la classe ouvrière ne peut être que l'œuvre de la classe ouvrière elle-même ». Le parti ne saurait donc accomplir en son nom propre ce qui est la tâche « historique » de la classe.

Cependant, différents marxistes, de Marx à Bensaïd, insistent sur la nécessité, pour constituer une stratégie révolutionnaire pour le prolétariat, d'une élaboration scientifique, de la constitution d'intellectuels collectifs et d'une mise à distance du parti vis-à-vis de la classe, qui est influencée par l'idéologie dominante. Pour Bensaïd,

« Lénine combat la confusion, qualifiée de 'désorganisatrice', entre le parti et la classe ». Il faut donc articuler intériorité et extériorité à la classe.

Cependant, comme le précise Lukacs, la « fausse conscience » doit être étudiée comme « moment de la totalité historique à laquelle elle appartient, comme étape du processus historique où elle joue son rôle. Elle agit d'une façon à effacer la société comme totalité concrète, l'organisation de la production à un niveau déterminé du développement social et de la division en classes »⁴.

Il est donc capital d'observer et d'agir sur les mutations en cours dans le cadre de l'évolution du capitalisme : celui-ci s'impose d'une façon de plus en plus brutale et violente, en menaçant la possibilité même de reproduction des conditions de la vie humaine sur la planète. Les intérêts de la classe coïncident donc de plus en plus avec la préservation du vivant et rendent urgente la lutte totale contre le capital.

CRISES MULTIPLES DU CAPITALISME ET MUTATIONS DE LA CLASSE

Une série de facteurs ont provoqué le démantèlement et l'affaiblissement de la capacité d'organisation et d'action de la classe ouvrière : chute de l'URSS, réorganisation de la production et de la division internationale du travail, montée d'économies de service, délocalisations et surtout externalisations des activités productives, prolétarianisation tendancielle du travail intellectuel dans les pays développés, individualisation des carrières et des tâches des salarié-es, émiettement des collectifs de travail... Autant de processus qui amplifient la crise de la conscience de classe en creusant davantage la distance entre les travailleuses et travailleurs et les organisations. La classe laborieuse subit en outre la pression constante de l'appareil de reproduction de l'hégémonie

bourgeoise : management autoritaire, propagande médiatique, répression, privatisation des espaces publics et des lieux de rencontre, etc.

La classe ouvrière se trouve donc démunie face à l'ensauvagement du capitalisme, au retour des guerres impérialistes et génocidaires et au contexte de « polycrise du capitalisme »⁵ : crise de la croissance, des mécanismes de domination des bourgeoisies (institutions, dominations impérialistes...) et de l'effondrement des écosystèmes.

DES MOUVEMENTS SANS PARTI ?

Dans ce contexte, des mobilisations spontanées puissantes explosent d'une façon récurrente sans réussir à imposer une véritable alternative politique. Du Printemps arabe aux mouvements sociaux récents, en Équateur, au Chili, en Algérie ou encore en France avec les Gilets jaunes ou les retraites, on retrouve des traits communs : une certaine spontanéité dans la construction d'actions de masse dont le répertoire est souvent celui de l'occupation de l'espace public ou de l'insurrection, la participation importante de nouveaux militant-es, l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication pour la coordination et la médiatisation des actions et le refus de « récupération » de la part des organisations préexistantes. D'un autre côté, on a pu constater comment des processus très institutionnels comme les campagnes électorales (contre Bolsonaro au Brésil, en France avec la Constitution en 2005 et le Nouveau front populaire en 2024) peuvent aider le prolétariat à se constituer en classe.

Mais tous ces mouvements sont aussi marqués par la difficulté à solidifier durablement la conscience de classe,



et c'est dû en particulier à la grande difficulté à s'extraire de l'aliénation et des habitudes de vie au sein du capitalisme, que seule la grève de masse peut produire. Dans tous ces mouvements récents, on voit des franges du prolétariat s'affirmer sur la scène politique, mais elles ne parviennent pas à s'inscrire sur la durée. Ainsi, les secteurs en lutte sortent de la scène politique et se retrouvent dans l'incapacité à construire, au-delà des moments d'explosion éphémères, des débouchés politiques concrets à même de modifier l'état des choses existant.

Alors que les mouvements progressistes semblent condamnés à l'impuissance, les acteurs postfascistes s'imposent de plus en plus dans la scène politique mondiale en développant un discours démagogique « antisystème ».

DÉSYNCHRONISATION ET CRISE DES PARTIS

C'est comme si la contestation et la politique institutionnelle se construisaient dans deux espaces-temps différents et inconciliables, la première se heurtant constamment à la difficulté à influencer, voire à remplacer, la deuxième.

La tendance qui consiste à chercher la réponse à tous les problèmes évoqués dans l'absence d'un parti révolutionnaire ou d'un projet de société idéal est à notre sens insuffisante. S'il est évident que les processus de transformation révolutionnaire de la société ne peuvent pas faire l'impasse d'un espoir de changement, d'une élaboration politique et d'organisation de l'action collective, d'une stratégie et donc à terme d'un parti révolutionnaire, la question qui devrait être posée aujourd'hui est de quel parti le prolétariat a besoin *dans la situation actuelle*.

Pourquoi les organisations existantes ne constituent-elles pas, pour les classes subalternes, une option et un outil pertinent pour agir ?

La construction d'un lien vivant et durable entre les masses et le parti nécessite une implantation et des espaces d'intervention susceptibles de contribuer à l'émergence de nouvelles mobilisations. Le parti ne peut pas prétendre se faire le porte-voix et le représentant d'un mouvement qu'il n'a pas vu venir, qui s'est construit en dehors de ses lieux d'intervention et dont les acteurs lui sont étrangers.

Les partis politiques et les syndicats font l'objet d'un discrédit et d'une méfiance au sein des masses, ils sont souvent considérés comme des appareils bureaucratiques ou institutionnels, détachés de leurs bases et incapables d'en représenter les instances et les revendications.

Face à cette crise des partis, nous pouvons identifier deux typologies de réponses erronées. La première tend à dissimuler la forme parti et les conflits des classes derrière une promesse organisationnelle « nouvelle » s'inspirant des approches du populisme, du regroupement autour d'un-e chef : ce sont les partis-mouvements comme La France insoumise et En Marche⁶, au moins lors de son émergence. Cette formule empire, par l'absence de démocratie, la distance entre les partis et les masses.

La deuxième réponse est celle des partis comme LO, le NPA-R ou RP, qui prétendent préserver la tradition du parti révolutionnaire. En ne prenant part aux jeux électoraux que sous une forme testimoniale et en se tenant à l'écart des fronts uniques, et donc de la bataille capitale pour l'unité de la classe, elles marquent une délimitation nette avec les organisations de la gauche réformiste et reprochent aux partis comme le NPA-A de confondre

et tromper les travailleurs.

Afin d'éviter ces écueils, nous considérons le prolétariat comme une catégorie historique dynamique dont les contours ne sont pas figés. Bensaïd rappelle à ce propos que

les classes et leur conscience de classe ne constituent pas un état figé et permanent, que ce sont les fruits de processus continus, médiatisés par les luttes politiques concrètes et les conditions historiques. À chaque instant, la conscience constitue le niveau de compréhension que le prolétariat a de sa situation économique, de ses intérêts communs, de son rôle subalterne dans le système social global qu'est le capitalisme et de son rôle particulier dans les changements sociaux.

LE PARTI, PORTEUR DE L'UNITÉ DE LA CLASSE ET D'UNE LUTTE TOTALE CONTRE LE CAPITALISME

Le recul global du rapport de forces n'empêche pas pour l'instant les révoltes – mobilisations féministes contre les violences, mouvements écologistes contre les gros projets écicides, luttes anticoloniales, etc. – et celles-ci contribuent, malgré leur nature sectorielle et fragmentée, à reconstruire la conscience de la classe et de la nécessité d'un affrontement avec la bourgeoisie. Par exemple, en luttant contre la division genrée et l'exploitation du travail reproductif, en rendant visibles et inacceptables les violences qui font perdurer l'oppression systémique des femmes, les mouvements féministes questionnent la société capitaliste d'une façon structurelle.

Le rôle du parti est de produire une vision de cette totalité historique dans laquelle le prolétariat agit. Cela n'est pas simple car, dans le contexte de la société capitaliste néolibérale, tout pousse vers l'individualisation, la segmentation ou la personnalisation, dissimulant à chaque instant la vision de la totalité. La forme marchande est devenue de plus en plus invasive, elle pénètre tous les domaines au point d'influencer d'une façon décisive toutes les manifestations de la vie. Il s'agit là d'un changement qualitatif face auquel nous devons déployer des moyens d'expression puissants pour résister, pour construire une véritable contre-hégémonie qui prône la coopération, la solidarité, la force du collectif et de l'unité de la classe.

La conscience de classe doit être constamment réactualisée à travers les luttes sociales et politiques. Notre parti affirme donc une volonté de construire activement les luttes du prolétariat, dans les lieux de travail, dans les milieux féministes et LGBTI,



Banderole Gilets jaunes, 1^{er} mai 2019 à Paris.
© Photothèque Rouge / Martin Noda

Direction et centralisme dans le parti révolutionnaire

PAR ÉDOUARD SOULIER

Pour les courants qui se réclament de la tradition communiste et révolutionnaire du 20^e siècle, le parti révolutionnaire est un outil central et historique qui a pour objectif de « diriger » la classe ouvrière. Mais les exemples durant ce siècle de partis ayant cet objectif sont des repoussoirs et participent en partie à la diabolisation des partis politiques. Comment défendre aujourd'hui la pertinence du centralisme démocratique ?

L'origine principale de cette image est bien évidemment celle du parti bolchévique, puis Parti communiste de l'union soviétique (PCUS) dont la bureaucratie serait l'illustration même de l'aboutissement du centralisme et de la discipline d'une organisation révolutionnaire. En effet, les partis staliniens des années 1930 et d'après-guerre ont été un modèle parfait de parti dirigiste, centralisé à l'extrême et qui demandait une obéissance aveugle sans pourtant amener, en Europe tout au moins, ni l'émancipation ni même la révolution. Malheureusement beaucoup des groupes créés en opposition à ces dérives, notamment issus des courants Trotskistes mais pas seulement, ont à leur tour dégénéré en sectes sordides, sans parvenir à atteindre les masses.

De ce fait, d'autres traditions se sont développées dans le but de se détourner de ce modèle et de chercher d'autres types d'organisation qui ne reproduisent pas les schémas bureaucratiques ou sectaires. Elles identifient à l'origine de tous les problèmes rencontrés par les partis révolutionnaires le même défaut : le centralisme et la nécessité d'une direction.

La principale conséquence du centralisme serait le manque de démocratie et la reproduction des oppressions virilistes, sexistes, LGBTIphobes et même racistes dans les partis centralisés comme dans les groupuscules sectaires. Pourtant les organisations dites non-centralisées n'échappent pas aux mécanismes d'oppression et, *a minima*, à la volonté de faire taire les voix dissonantes. Dans certaines

traditions libertaires l'existence même d'une direction est un problème, alors qu'elle existe de fait – par ses militant·es plus impliqués·es – et n'empêche nullement la reproduction des rapports de domination de classe, genre et race, entre autres. Ces mécanismes dans tous ces types d'organisations ont été étudiés en sociologie sur les stratégies d'existence dans les partis politiques et divisés en trois grandes catégories. Soit on suit la ligne – *loyalty* – soit on ouvre sa gueule avec des conséquences – *voice* – ou on quitte le parti – *exit*.¹ Chaque militant·e d'une organisation soit se reconnaît, soit connaît une personne qui en a fait l'expérience, sans nécessairement arriver à les nommer.

Devant cette apparente fatalité, nous voulons avoir une double discussion sur le centralisme et la démocratie dans une organisation révolutionnaire. Cette discussion est d'autant plus indispensable que, l'objectif étant de renverser le capitalisme, elle ne peut pas s'autoriser à reproduire les dominations qui le structurent.

NÉCESSITÉ DU CENTRALISME

Malgré ses défauts, le centralisme est nécessaire. Face à une classe dirigeante très centralisée, le centralisme de nos organisations n'est pas une option, c'est une obligation. On imagine mal une opposition à l'un des systèmes les plus oppressifs et organisé avec un État, une police, une justice et une armée qui par essence partagent les mêmes intérêts que la classe dirigeante se faire sans une importante coordination. D'un certain côté, le

centralisme de nos organisations n'est pas de l'ordre de la préférence mais de la contrainte. De plus, l'unité dans l'action nécessite de la coordination et, à l'échelle d'un pays, cette coordination implique des médiations plus petites et des cadres de décision qui s'appuient sur la délégation. Or la délégation (du pouvoir) implique sa centralisation (aux délégués·es). La question porte donc plus sur le type de contrôle que « la base » exerce sur « sa direction » pour s'assurer à tout moment que cette dernière représente tous les intérêts (ou du moins, ceux qui sont majoritaires) de celles et ceux dont elle est porte-voix.

Ceci est encore plus vrai pour une organisation révolutionnaire puisque les enjeux politiques à la fois tactiques et stratégiques ne sont pas complètement déterminés à l'avance. La théorie donne un cadre général mais il faut évaluer des actions concrètes dans des situations concrètes. Par conséquent, sans pouvoir prendre en compte la diversité de ce qui est réellement vécu à l'échelle nationale, il peut être très difficile d'estimer correctement quel sera le bon mot d'ordre, la revendication à mettre en avant, quelles alliances effectuer dans une situation donnée. Cela plaide en faveur d'une direction nationale, constituée de délégués·es représentatifs de l'ensemble (tant géographique que socialement).

Le seul manuel qui existe pour la révolution est celui de l'expérience : la mise en pratique de la théorie implique de faire des essais, de corriger des erreurs. On ne peut

pourtant éprouver une politique que lorsque toute l'organisation se met en mouvement pour la mener. Sans test, il est impossible de trancher meilleure orientation : la plus adaptée à la période ou plus simplement si celle-ci a fonctionné. C'est dans cette optique d'efficacité que le centralisme est important. Sans expérience concrète du positionnement d'une organisation, les débats politiques restent abstraits et les désaccords ne se tranchent (souvent de la pire manière) que dans le monde des idées, où ils restent suspendus (en pratique, dans les archives des bulletins intérieurs) – et ne reçoivent des « faits têtus » aucune réplique. Il va sans dire que cette centralité de la lutte est difficile à mettre en place. Cela nécessite la confiance de l'organisation – ses militant-es – en leur direction.

Le centralisme n'est qu'un outil politique et pas une fin en soi. En effet, un parti révolutionnaire doit être plus qu'une simple réunion de personnes liées par l'adhésion générale à une plateforme ou un programme. Il doit aussi constituer un centre de formation mutuelle et de débats, afin d'élever le niveau des militant-es sur le plan théorique comme sur le plan pratique, afin d'homogénéiser les expériences et les représentations que ce soit à l'usine, au bureau, à l'université, dans les collectifs etc. Le parti doit être d'une certaine manière un miroir des organisations mises en place par la classe dirigeante qui s'organise et donne à ses cadres une vision, une tradition et une loyauté communes. Et elle doit le faire sans couper ses membres de son milieu : les étudiant-es doivent continuer à étudier ; les travailleurs doivent être aux côtés des collègues parmi lesquels ils se trouvent.

LE DANGER DE LA BUREAUCRATIE

Lorsque le parti se développe, que ses effectifs et sa surface militante augmentent, il devient indispensable d'avoir un appareil *politique*, soit une direction permanente, qui ne peut pas, quotidiennement, rendre compte des décisions qu'elle prend à l'ensemble des militant-es ; mais également un appareil *technique*, constitué de permanent-es pour assurer les tâches concrètes de construction de l'organisation (écriture et tirage des tracts,



1^{er} congrès du NPA, février 2011. ©Photothèque Rouge / MILO

d'un journal ou réalisation de vidéos et apparition sur les réseaux sociaux ; gestion de la trésorerie, etc.). Cela implique de sortir des travailleuses et des travailleurs du monde du travail pour se mettre au service du parti. Cette nécessité a un revers : que ces militant-es finissent par considérer leur activité (de défense et de construction de l'organisation) comme un but en soi c'est la *bureaucratization de l'appareil*. Pris dans la nécessité de défendre les acquis existants, face à des attaques de l'État et des patrons, les bureaucrates finissent par se considérer comme indispensables, de par leur compréhension globale de la situation politique et de leur rôle central dans l'activité de l'organisation. Iels peuvent devenir des freins à la construction ou à l'orientation du parti lorsque la situation change brutalement – préférant, parfois inconsciemment, la routine au changement.

Il serait illusoire de croire qu'on peut se prémunir de ce phénomène par décret (« interdiction des directions »), mais il existe des remèdes partiels : lutter contre les privilèges matériels, par exemple empêcher que le salaire d'un permanent soit supérieur à celui d'un ouvrier qualifié ; obligation d'éligibilité et révocation des élu-es et permanent-es, ainsi qu'une rotation des mandats dans les directions. En dernière instance, c'est par la pression permanente de « la base » sur « sa direction » que nous pouvons collectivement enrayer ce phénomène.

NÉCESSITÉ DE LA DÉMOCRATIE

Un tel parti ne peut que se fonder sur une base radicalement démocratique. Si, dans sa vie interne, les controverses ne sont pas la règle et si différentes tendances et nuances d'opinion n'y sont pas représentées, un parti révolutionnaire ne peut pas s'élever au-dessus du niveau de la secte. La démocratie interne n'est pas un luxe. Elle est essentielle à la relation entre les membres du parti et leur appareil organisationnel (direction, permanents, élu-es, etc.). Il y a là encore un objectif d'efficacité, comme le rappelait Isaac Deutscher par sa critique des partis staliniens : *« Lorsqu'un communiste européen se présentait pour plaider sa cause devant un auditoire ouvrier, il lui fallait généralement faire face à un opposant social-démocrate, dont les arguments devaient être réfutés et les slogans combattus. La plupart du temps, cependant, notre militant était incapable de faire ceci, parce qu'il lui manquait l'habitude de la discussion politique qui n'était pas cultivée à l'intérieur du Parti, et parce que sa formation le privait de la capacité de prêcher les non-convertis. Il ne pouvait examiner à fond les thèses de son adversaire, alors qu'il lui fallait tout le temps songer à sa propre orthodoxie et vérifier si ses paroles n'étaient pas en train de le faire dévier, à son insu, de la ligne fondamentale du parti. Il pouvait, avec un fanatisme mécanique, se faire l'interprète d'un corps d'arguments et*

de slogans fixés à l'avance. Mais toute forme d'opposition ou de sacarsme ne laissait immédiatement désemparé».²

L'auto-éducation des militant-es est impossible dans une atmosphère stérile d'obéissance à un dogme politique qui n'est pas remis en cause. La confiance en soi et dans ses idées se développent dans le débat qui se déroule dans une atmosphère où les différends peuvent être librement et ouvertement discutés, et surtout, ne restent pas lettre morte. Le « parti monolithique » est un concept stalinien. Le dogmatisme et la démocratie sont mutuellement incompatibles.

Dans l'autre sens, un parti n'est pas la réunion d'individus au sein de laquelle n'importe quelle position est représentée et même exprimable. Les frontières du statut de membre sont déterminées par une adhésion sérieuse à une série de principes et, ultimement, à l'objectif du contrôle démocratique et collectif des moyens de production et de la société par la classe ouvrière. À l'intérieur de ces limites, une grande variété de vues sur tel ou tel aspect de la stratégie et de la tactique est nécessaire et inévitable dans une organisation démocratique. La chasse aux déviances de la « ligne juste » opérée par certaines sectes est un but marqué contre son camp. Une atmosphère de fanatisme est incompatible avec la volonté de relancer une tradition d'adhésion aux idées communistes révolutionnaires au sein de couches plus larges de notre camp social.

Il s'agit donc d'un équilibre subtil à atteindre : une organisation homogène sur un certain nombre de principes généraux tout en étant capable le moment venu de faire des actions centralisées tous et toutes dans la même direction.

UN PARTI POUR L'ACTION

Un parti réunit principalement un groupe de personnes, avançant globalement dans la même direction et partageant une vision du monde et des aspirations communes. Pour autant, il ne suffit pas qu'il réunisse, il faut qu'il implique chacun-e. Les nombreuses raisons de mettre en avant l'importance de l'appropriation des débats par la plus large partie possible du parti vient de l'importance de l'émancipation des

travailleuses et des travailleurs par eux-même. Si ce parti ne leur apprend pas à se former, à débattre et à se diriger de manière autonome, il ne pourra pas lutter pour la démocratie dans les syndicats, et encore moins aider à la création d'un gouvernement du prolétariat. En pratique, un cloisonnement entre direction et base conduit le plus souvent à une décantation sociale : les prolétaires à la base, les intellectuels et l'aristocratie ouvrière au sommet.

Cette situation n'est pas inéluctable : en effet l'équivalence « organisation centralisée = bureaucratie = dégénérescence » résulte d'une vision de l'humanité dans laquelle toute organisation humaine — pour des raisons biologiques ou autres — serait destinée à devenir une organisation oppressive et dirigiste faite pour la rétribution personnelle de ses dirigeant-es. Cette vision implique aussi que la classe laborieuse est incapable de contrôler démocratiquement ses propres organisations. Affirmer, sous prétexte que c'est arrivé fréquemment que cela le sera inévitablement et nécessairement, revient à dire qu'une société socialiste est impossible parce que toute démocratie y serait impossible.

POUR LE CENTRALISME DÉMOCRATIQUE

Si on prend exemple sur le parti bolchévique, cela ne veut pas dire que la vérité suprême en matière d'organisation doit être trouvée dans son modèle organisationnel. Dans les conditions du capitalisme actuel, les discussions pour ou contre les positions de Lénine en 1903 ne sont pas tant fausses ou justes qu'inutiles dans le détail plus de 120 ans après.

Dans le contexte de la dictature tsariste où la clandestinité était de mise, le centralisme et la discipline reposaient, dans le parti bolchévique, sur la reconnaissance de l'immense hétérogénéité parmi les travailleurs de leur conscience, de leur confiance et de leur activité. Ce qui nous intéresse ici c'est la validité de l'analogie, pas les détails pratiques. Le rôle d'une organisation révolutionnaire des travailleurs consiste, comme au temps de la révolution russe, à homogénéiser le niveau de conscience de la classe.

En réalité, une part relativement faible et en constante évolution de la classe

participe réellement, d'une manière ou d'une autre, aux activités des organisations de masse. Pour la France, on est à moins de 10% en y incluant les associations. Une proportion plus importante y prend part de manière occasionnelle, tandis que la grande majorité ne s'engage que lors d'événements exceptionnels. De plus, même lorsque de nombreux travailleurs s'impliquent dans des actions comme des grèves ou des luttes, ces actions restent généralement spécifiques et limitées dans leurs objectifs.

Mais lorsque la classe ouvrière agit de manière significative, collective et consciente pour améliorer ses conditions de vie, ceux qui y participent ne se limitent pas à se transformer personnellement : leur activité remet en cause les fondements mêmes du système capitaliste. L'importance d'un parti réside principalement dans sa capacité à fournir à la frange la plus avancée et consciente des travailleurs la confiance et la cohésion nécessaires pour mobiliser un plus grand nombre de personnes.

POUR UNE VISION DIALECTIQUE DE L'ORGANISATION

En conclusion, il est essentiel de trouver un équilibre entre centralisme — afin d'avoir un impact, de mener des expériences et d'en tirer des enseignements — et démocratie, pour pouvoir faire l'analyse de la situation concrète nécessaire à l'action à travers le débat. Le système capitaliste sape la lutte collective et la confiance en ses propres capacités ; ainsi, la mission première du parti révolutionnaire est de redonner cette force et cette confiance dans l'action collective. Le parti a un rôle d'éducateur dans l'action.

Ainsi, la discipline qui devient nécessaire dans n'importe quelle organisation peut s'obtenir de deux façons différentes : elle peut venir d'une organisation qui privilégie des recettes et des raccourcis politiques imposés par une direction et sa tradition. Elle peut au contraire se construire via une tradition commune faite d'expériences et de débats communs, d'éducation mutuelle, tout en sachant écouter son milieu et l'activité, externe au parti, des travailleurs. Nous défendons la deuxième. □

1) Albert O. Hirschman, *Défection et prise de parole*, 1970.

2) Isaac Deutscher, *Trotsky tome 5 : le prophète hors-la-loi*. Éditions 10/18, 1980.

Pour avancer vers une vraie politique d'implantation

PAR SALLY BRINA

Les difficultés que le NPA-A rencontre aujourd'hui à s'implanter, à intervenir, à avoir un poids sur la situation politique sont le résultat du recul de la conscience de classe, et la faiblesse des organisations du mouvement ouvrier, mais également de la séparation de décembre 2022, et avant cela de la crise structurelle du NPA.

Nous ne pouvons faire l'économie d'intégrer les difficultés de la classe ouvrière actuellement à celles qu'a toujours rencontrées le mouvement trotskiste dans sa construction et son développement, et dont notre organisation est héritière. Quand la IV^e Internationale est fondée, « il s'agit d'une Internationale minoritaire, sans section de masse, de ce que [Trotsky] appelle 'une Internationale de cadres'. Cette Internationale est née d'une suite de défaites du prolétariat mondial, dont la dégénérescence bureaucratique du premier État ouvrier. Elle se forme dans un contexte où, dans nombre de pays clefs, le mouvement ouvrier n'est pas vierge, mais déjà massivement organisé et profondément divisé en deux courants qui se nourrissent l'un l'autre, le courant social-démocrate et le courant stalinien. »¹ Ainsi « dans ces conditions, 'la ligne droite n'est guère possible', répète Trotsky. Il faudra donc savoir trouver les failles et les points d'appui pour combler la distance entre cette Internationale minoritaire, qui constitue un instrument indispensable et l'Internationale de masse nécessaire à construire. »²

GROUPUSCULE ET SECTE

Ce statut minoritaire, largement déconnecté de la classe, a entraîné un certain nombre de déviations et de difficultés. Bien qu'il y ait pu exister des périodes relativement fastes – les années 1968 en France en sont un exemple marquant – il est indéniable que la période qui s'est ouverte avec la chute du Mur de Berlin et de l'URSS a finalement renforcé cette marginalisation. Comment être trotskiste en l'absence de stalinisme ? Surtout, comment maintenir un courant au sein du mouvement

ouvrier quand celui-ci traverse une crise profonde dont il semble ne pas pouvoir sortir ?

Cela n'implique pas que la situation actuelle soit dénuée de possibilités pour le courant trotskiste, mais, de manière générale, il reste lui aussi en crise. Sa position minoritaire l'a souvent poussé à adopter la structure du groupuscule, qui débouche fréquemment vers des dérives sectaires. Cependant, tout groupuscule, c'est-à-dire un groupe de petite taille en contraste avec un parti de masse – tel que le parti bolchévique à ses débuts, ne devient pas nécessairement une secte. La tendance sectaire n'est pas intrinsèquement liée à la taille d'un groupe.

Ceci étant, la petite taille de l'organisation entraîne des difficultés à influencer directement la lutte des classes en mobilisant uniquement ses propres forces. Un tel groupe est moins implanté, il a moins de rayonnement dans la classe. Visant de grandes fins (la révolution), mais avec de faibles moyens, une des façons pour lui de résoudre cette contradiction est au choix de réduire ses délimitations stratégiques pour essayer de s'insérer dans les mouvements plus larges ; de se replier sur les idées qui sont un bon moyen pour politiser son milieu autour de soi, en particulier dans des moments de faible radicalité.

On constate alors un repli sur la production intellectuelle, parce qu'on peine à influencer le reste du mouvement social, mène à se centrer sur l'élaboration aux dépens de l'intervention. *In fine*, cela conduit à un repli total sur soi : on finit par ne plus débattre qu'avec soi-même autour de mots d'ordre généraux sans application concrète dans l'intervention. Les

camarades nouvellement intégrés sont transformés par l'intégration dans le groupe sans qu'en retour le groupe soit transformé par leur arrivée. La pratique, quant à elle, devient routinière. Une vision restreinte de ce qu'est la classe et de ce qu'est le Front unique pousse à ne s'adresser qu'à une partie du mouvement social (ou à aucune). Certain-es ne souhaiteront dialoguer qu'avec Lutte ouvrière, d'autres ne s'intéresseront qu'aux groupes en rupture avec LFI (quel que soit le fond politique de la rupture) ou aux courants issus de la IV^e Internationale.

Ce positionnement empêche souvent de comprendre ce qui se passe lors de mouvements hors-normes comme les Gilets jaunes, ni de s'adresser aux mouvements féministes, antiracistes, qui se construisent en indépendance de la gauche. L'orientation de l'organisation est alors soit hostile, soit opportuniste, mais en tous les cas, elle est incapable d'offrir une ligne et d'influencer le mouvement en cours. Il en est de même pour les élaborations théoriques apportées de l'extérieur du mouvement ouvrier : elles sont rejetées car contraires au dogme, ou bien intégrées mais sans articulation avec le reste du discours anticapitaliste, écosocialiste et révolutionnaire.

Un groupe dont la base est socialement composé d'intellectuel-les n'est pas voué à ce destin, et l'expérience des débats, la formation, la formulation des idées, la subtilité théorique sont des atouts indéniables si tant est qu'on ne tombe pas dans le biais de la recherche d'une



homogénéisation absolue, des débats interminables et de la focalisation sur les points secondaires. Les débats d'idées, la réflexion, l'esprit critique font progresser l'organisation et la formation des militant-es, autant de choses indispensables à la vie d'un groupe politique – si elles ne sont pas déconnectées de la nécessité d'intervenir dans les luttes pour transformer la société.

POUR CELA, IL NOUS FAUT AVOIR UNE VÉRITABLE POLITIQUE D'IMPLANTATION

La question de l'intervention sur les lieux de travail doit être régulièrement à l'ordre du jour des réunions dans le parti. Il lui faut choisir quels lieux sont prioritaires, que ce soit l'hôpital du coin ou un sous-traitant automobile, ou la cantine de la Poste ou encore un entrepôt logistique. Cela doit s'inscrire dans des réflexions au sein de toute l'organisation sur les priorités d'implantation et les nouveaux « secteurs stratégiques ». Nous devons également cibler les filières professionnalisantes : les écoles d'infirmier-es et écoles paramédicales, IUT, lycées pros, etc., dont la composition sociologique est bien plus représentative de notre classe. Cette politique ne peut se mener qu'avec les JA. Il s'agit pour nous non seulement d'avoir une intervention extérieure en tant que parti (diffusion de tracts, etc.) mais également d'arriver à avoir une intervention avec des militant-es employé-es à l'intérieur de la boîte ciblée.

Le deuxième aspect nécessite de former les camarades et de discuter de leur activité syndicale, de ce qu'on peut défendre sur son lieu de travail, ou bien dans les unions locales et départementales des

syndicats, mais également du niveau de responsabilités qu'on peut prendre sans se faire absorber et n'avoir plus le temps pour « la politique ». Ces discussions ont un double intérêt. D'une part que les camarades ne soient pas isolé-es sur leur lieu de travail et discutent collectivement des problèmes rencontrés et recrutent des militant-es parmi leurs collègues. D'autre part que leurs interventions aident l'ensemble du parti à saisir le niveau de conscience de classe, des possibilités de la période et ainsi lui permette de dépasser son faible nombre de militant-es. Cela suppose d'accompagner des camarades précaires, en fin d'études, en reconversion, à trouver où s'embaucher pour travailler, militer et vivre dans de bonnes conditions, avoir un milieu à mobiliser. Le dernier aspect que nous voulons développer dans le NPA, réside dans une politique offensive quand une grève démarre localement, pour mettre autant que possible toutes les forces du comité en soutien à celle-ci. Cela passe par une présence quotidienne sur le lieu de mobilisation et, s'il y en a, sur les piquets de grève, l'information par la création de contenus pour les réseaux sociaux et d'articles pour le journal, la collecte de fonds pour la caisse de grève...

Il faut donc se fixer l'objectif de reconstruire des « branches », le regroupement des militant-es et sympathisant-es travaillant dans les mêmes secteurs pour pouvoir centraliser l'information, mutualiser les expériences, proposer une orientation, agir de manière coordonnée, et donc avoir un impact plus fort dans la lutte des classes.

Ces politiques volontaristes d'implantation doivent également se déployer à destination des lieux de vie. Il y a en effet une partie des classes populaires que nous ne pourrions pas atteindre

en menant une politique uniquement à destination des lieux de travail. Ces secteurs de la classe peuvent être au chômage, précaires et/ou coincés dans des statuts de type auto-entrepreneuriat, ou tout simplement travailler dans des structures

envers lesquelles nous n'avons aucune intervention. Il s'agit dès lors d'identifier les quartiers populaires de la ville ou de l'agglomération, et discuter d'une intervention dans ce cadre. Pour cela, il faut voir les camarades qui y résident et quelles associations existent pour s'y investir. Là encore, l'existence d'une commission pour organiser cette intervention est nécessaire. Parfois, c'est un événement politique majeur (guerre, mouvement féministe ou antiraciste...) qui nous incite à contribuer à créer, avec d'autres forces politiques, syndicales ou associatives, des comités sur nos quartiers, d'intervention spécifique sur une question. Notre objectif est alors d'associer le plus grand nombre pour l'action. Nous gardons en tête que lorsque « la lutte de classe devient plus aiguë, et que la domination de classe est plus fortement ébranlée dans la pratique, des franges de la classe opprimée se libèrent toujours plus clairement des idées des dominateurs. »³

Il en est de même pour l'intervention dans la jeunesse et donc à destination des lieux d'études, qu'ils s'agissent de lycées généraux, professionnels, d'universités, etc. L'urgence est de renforcer les Jeunesses anticapitalistes. Les mêmes questions se posent pour les interventions dans l'ensemble du mouvement social, dont les groupes LGBTI et féministes et le mouvement écologiste qui sont aujourd'hui des éléments clés de la politisation et de la radicalisation de la jeunesse.

Dans tous les cas, avoir une vraie politique d'implantation dans tous les secteurs de notre classe est indispensable. Il s'agit de pouvoir avoir une évaluation correcte de la lutte des classes, nourrissant en premier lieu nos élaborations. De cette manière, il s'agit de proposer des mots d'ordre et une orientation politique adaptée à la situation pour prendre des initiatives, pour faire des tests et pour pouvoir en tirer les bilans. Ainsi, le parti sera en mesure de gagner en surface militante, d'élargir son milieu et son aire d'influence, de se transformer politiquement, sociologiquement, en même temps qu'il recrute des militant-es plus représentatifs des classes populaires, plus implanté-es. □

1) Daniel Besaid, « Les années de formation de la IV^e Internationale », Cahiers d'étude et de recherche n°9, IIRE, 1988.

2) *ibid.*

3) Ernest Mandel, « Lénine et le problème de la conscience de classe prolétarienne », 1970.



Diffusion de tracts devant les principales usines de Beauvais, 21 février 2012 ©Photothèque Rouge / JMB

Construire un parti féministe et lutte des classes !

PAR LA COMMISSION NATIONALE D'INTERVENTION FÉMINISTE

Construire un parti politique féministe alors que nous vivons dans un système capitaliste et patriarcal est un vrai défi, mais c'est une absolue nécessité pour renverser ce système et construire une société écosocialiste.

Cet article se propose de donner quelques éléments sur deux aspects. Tout d'abord les nécessaires interactions avec le mouvement féministe global et d'autre part les enjeux internes concernant la place des femmes dans le parti, en abordant notamment les questions de non-mixité et de violences sexistes.

Une force de notre courant politique est d'être perméable aux mobilisations et aux élaborations propres du mouvement social, notamment sur les questions féministes. Quelles que soient les périodes, l'apport du mouvement des femmes à notre compréhension de la lutte des classes, a été essentiel : droit de vote, droit à disposer de son corps, violences, intersectionnalité, théorie de la reproduction sociale... C'est à la fois un apport des militant·es en dehors du parti mais aussi du fait de notre propre investissement dans le mouvement autonome. L'intégration des questions féministes ne s'est pas toujours faite sans heurts et elle a été possible aussi grâce au rapport de force plus global imposé par le mouvement depuis l'extérieur au parti.

CONSTRUIRE UN PARTI LIÉ AU MOUVEMENT FÉMINISTE

L'autonomie c'est la possibilité pour les premières concernées d'élaborer à partir de leur vécu spécifique, de passer de l'individuel au collectif, de construire un discours politique, d'établir leurs revendications et de fixer leur propre agenda de mobilisation. C'est d'ailleurs un des arguments en faveur de la construction d'un mouvement de masse autonome des femmes. Cela ne signifie aucunement un mouvement indépendant du mouvement social dans son ensemble mais bien en interaction avec lui sans lien de subordination. C'est en

ce sens que nous participons pleinement à sa construction en tant que féministes marxistes et révolutionnaires.

Si nous construisons loyalement ce mouvement, cela ne nous empêche pas d'y défendre une orientation féministe lutte des classes, c'est-à-dire qui fait le lien entre lutte contre le patriarcat et lutte contre le capitalisme, qui comprend les interactions entre exploitation et oppressions. Nous cherchons à construire une direction à ce mouvement autonome et nous y menons des débats afin de convaincre sur notre orientation et la rendre majoritaire. Ce mouvement autonome rassemble des femmes issues de classes et de couches sociales diverses. Le fait d'y militer peut conduire une part des femmes de catégories sociales plus aisées à se radicaliser et à se solidariser de celles des classes populaires. Or la bascule de ces couches aux côtés des travailleuses et des travailleurs est une nécessité pour un processus révolutionnaire. La lutte féministe peut en être l'un des leviers. La résolution de la Quatrième Internationale écrite en 1979¹ résume ces éléments : « *Notre objectif stratégique [est] de participer à la construction d'un mouvement de femmes de masse, de renforcer l'aile 'lutte de classe' du mouvement des femmes et de recruter les meilleurs cadres au parti révolutionnaire.* »

Par ailleurs, comme nous militons aussi dans d'autres cadres (syndicats, associations), nous poussons à ce que ces cadres prennent en compte la lutte contre le patriarcat et cherchent à organiser les femmes en leur sein avec des revendications spécifiques. C'est notamment vrai dans les syndicats en particulier sur la question salariale, c'est-à-dire de la surexploitation des femmes dans le cadre du travail salarié et du travail de reproduction fourni

essentiellement par celles-ci.

Cette intervention féministe n'est évidemment pas réservée aux femmes, c'est la tâche de tous les militant·es. En lien avec notre orientation, se pose la question de la place occupée par les femmes et de manière plus générale par tout·es les minorisé·es de genre dans notre parti : proportion de militant·es, prise en compte de leurs aspirations et revendications, non-mixité... Notre implication dans le mouvement féministe nous aide à avancer sur ce point en interne, à contre-courant de la société.

CONSTRUIRE UN PARTI RÉELLEMENT FÉMINISTE

Aujourd'hui le NPA compte environ un tiers de femmes. Une tranche d'âge est particulièrement sous-représentée, celle des femmes entre 30 et 50 ans, en lien avec le fait d'avoir des enfants. C'est dire si notre organisation subit elle aussi les conséquences de l'oppression des femmes. Pour limiter l'impact politique du manque de femmes dans l'organisation, le NPA a mis en place des quotas : toutes les instances y sont paritaires. C'est nécessaire pour que les questions liées à l'oppression des femmes soient réellement prises en compte, mais cela représente aussi une charge qui s'ajoute pour elles et on parle souvent de la triple journée de la militante : travail salarié, travail domestique, travail militant. Il y a par ailleurs souvent une disparité de répartition dans les tâches, les femmes étant cantonnées aux tâches techniques et les hommes s'occupant des tâches politiques visibles et valorisantes. Pour lutter contre ces tendances, il



est indispensable que la répartition des tâches soit discutée dans les instances régulières et démocratiques de l'organisation. C'est une priorité que les femmes et les autres opprimé-es trouvent toute leur place dans notre organisation. Cela passe par la formation pour comprendre et combattre les systèmes de domination, par le partage de la parole dans les débats et la mise en œuvre de nouveaux outils pour aller vers l'égalité entre les militant-es.

Mais cela ne suffira pas et le constat fait déjà en 1979 par la IV^e internationale est encore largement d'actualité : « *Nous n'avons aucunement l'illusion que les sections puissent être des îlots de la future société socialiste flottant dans un marais capitaliste, ou que des camarades puissent individuellement échapper totalement à l'éducation et au conditionnement qui découlent de la bataille quotidienne pour survivre dans la société de classes. Des attitudes sexistes s'expriment parfois dans les rangs de la IV^e Internationale. Mais c'est une condition d'appartenance à la IV^e Internationale que le comportement des camarades et des sections soit en harmonie avec nos principes de base. Nous formons les membres de la IV^e Internationale à une compréhension pleine et entière de l'oppression des femmes, de sa nature et des voies pernicieuses par lesquelles elle s'exprime. Nous luttons pour créer une organisation où un langage, des plaisanteries, des violences et autres actes phallogocratiques ne soient pas tolérés, pas plus que des attitudes et des manifestations de racisme ne sauraient être admises sans réaction* ».²

Pour lutter contre le sexisme en interne mais aussi pour élaborer de manière plus générale sur les questions féministes, notre parti s'est doté d'un outil puissant : la non-mixité. Ainsi nos principes fondateurs adoptés en 2009 indiquent : « *Dans toutes les instances du parti, les femmes ont toujours l'option de se réunir de façon non mixte, si elles le jugent utile. Ce type de réunions ponctuelles ou régulières peut être un outil important pour le développement d'une culture anti-sexiste dans le parti.* » Cet outil lui-même est le produit de la lutte des femmes, dans et en dehors du parti. Organiser notre intervention féministe et nos actions pour que les femmes prennent toute leur

place dans notre parti, nous le faisons de bas en haut, avec des commissions spécifiques (qui peuvent être mixtes), du niveau local au niveau national. Les cadres non mixtes ne sont donc pas séparés, ils dialoguent et coopèrent avec l'objectif stratégique du parti.

Depuis quelques années, la lutte contre les violences sexistes et sexuelles (VSS) est devenue l'un des points clefs du mouvement de libération des femmes, même si les questions d'avortement ou de salaires restent très présentes. Cette question percute l'ensemble de la société et donc aussi les organisations politiques, syndicales ou associatives et la nôtre parmi elles. La prise en charge des VSS en interne est un enjeu majeur sous peine de voir exploser notre outil militant. Tout est à élaborer puisque la société dans laquelle nous vivons va sur cette question à l'inverse de tous nos principes : à l'opposé de la silenciation imposée aux victimes, nous voulons libérer la parole ; à l'opposé de la relégation en drames passionnels et autres faits divers, nous voulons que ce soit considéré pour ce que c'est : des faits politiques ; à l'opposé d'une justice laxiste et punitive, nous voulons une prise en charge réparatrice et éducative. Comme l'indique Aurore Koechlin³, la société telle qu'elle est induit « [qu']on n'analyse plus les bases économiques, politiques, sociologiques, structurelles des dominations mais qu'on ne les pense qu'en termes de 'privilegés', c'est-à-dire très exactement de symptômes individualisés d'un système global. » Elle poursuit en constatant « *un phénomène de moralisation de la politique et culpabilisation des individu-es qui ne peut aller qu'en s'amplifiant [...]. Cette approche débouche logiquement sur une politique de purification, fondée [...] sur la construction d'espaces 'safe', mais aussi du 'call-out'* ».⁴ Notre objectif est évidemment d'éviter cet écueil et d'élaborer une prise en charge globale des VSS qui soit conforme à nos convictions. Comme l'indique le protocole interne du NPA, adopté en novembre 2023, nous cherchons à prendre des

mesures « *nécessaires et utiles pour les victimes [qui] améliorent le fonctionnement de l'organisation et la formation de l'ensemble de ses membres [et qui] permettent une prise en charge de l'agresseur* ». Le protocole précise : « *En effet, il ne s'agit pas de prendre des sanctions visant à punir, mais de tenter de réparer, de militer au mieux dans les meilleures conditions, et de progresser politiquement.* » Notre prise en charge des VSS se place dans le cadre de notre objectif plus global de transformer les individus et la société, et donc notre organisation dans le même mouvement.

À l'approche de ce 25 novembre 2024⁵, nous pouvons mesurer les avancées conquises ces dernières décennies par les militant-es féministes dans la société et dans les organisations auxquelles elles appartiennent. Mais le *backlash*⁶, les reculs enregistrés sur l'accès à l'avortement ou la place des femmes dans certains pays, sans parler des situations de guerre comme en Palestine ou en Ukraine, nous rappelle à la fois la solidarité internationale absolument nécessaire pour faire avancer la cause des femmes et les reculs immenses qui nous menacent tou-tes. Soyons fortes et déterminées, partout, tout le temps ! □

1) Pour les résolutions de la IV^e internationale sur les questions féministes, voir Libération des Femmes & Révolution Socialiste - Documents de la Quatrième Internationale, édité et présenté par Penelope Duggan sur le site iire.org.

2) *ibid.*

3) Aurore Koechlin La révolution féministe. Édition Amsterdam, 2019.

4) Le call-out est le fait de révéler publiquement des noms d'auteur de VSS.

5) Le 25 novembre a été choisie en 1999 par l'ONU comme Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, en mémoire des sœurs Mirabal, engagées contre la dictature en République dominicaine, emprisonnées et torturées suite à leurs actes militants.

6) Le backlash est le retour de bâton réactionnaire et masculiniste contre la dernière vague féministe.



Manifestation à Strasbourg 19 octobre 2024.
©Photothèque Rouge / Alexandre

L'indépendance de classe et la lutte pour le pouvoir dans la révolution russe

PAR LÉON CRÉMIEUX

Les questions du parti, de l'État et la stratégie révolutionnaire ont toujours été l'objet de grandes controverses parmi les marxistes, particulièrement dans les 20 premières années du 20^e siècle au sein de la social-démocratie russe.

Dès les premières années du 20^e siècle, deux questions importantes furent au cœur des débats de la social-démocratie russe : les questions d'organisation du parti notamment dans la suite du *Que Faire* de Lénine de 1902, puis lors des débats du 2^e congrès du POSDR de 1903 qui amena à la première séparation au sein du parti entre mencheviks et bolcheviks. Pour Lénine, la conception du parti est liée à l'analyse de la société russe et aux tâches des marxistes révolutionnaires : soutien à la bourgeoisie démocratique ou action indépendante des communistes pour le renversement révolutionnaire et imminence de cette crise révolutionnaire. Ce sont ces débats qui amenèrent non seulement à une séparation dans le parti, mais aussi à des débats croisés entre, notamment, Lénine et Trotsky qui partageaient la même préoccupation, fondamentalement, face aux mencheviks : le regroupement de l'avant-garde ouvrière dans un parti centralisé, démocratique, agissant de façon militante au sein du prolétariat, outil de l'indépendance de classe face à « l'actualité de la révolution » pour préparer à faire aboutir la révolution prolétarienne. Se forgèrent à l'époque des positions théoriques, des cadres d'analyses dont beaucoup restent encore fonctionnels aujourd'hui pour les marxistes-révolutionnaires, même si beaucoup de paramètres ont profondément changé.

Lorsqu'éclate la révolution russe de Février 1917, apparaissent à la fois la preuve par les faits de l'efficacité de la construction de la fraction bolchévik depuis 1912, la faillite de la politique des mencheviks et en même temps la

confirmation des thèses avancées par Trotsky depuis 1902 fixant le caractère prolétarien de la révolution dans le cadre de la révolution permanente. En 1917, se reposent toutes les questions présentes chez les marxistes, depuis la « répétition générale » de 1905.

LES TROIS CONCEPTIONS DE LA RÉVOLUTION RUSSE

Léon Trotsky résumera les diverses positions présentes à la veille de 1905 en Russie, notamment celle de mencheviks, de Lénine et la sienne : « *L'attitude des mencheviks vis-à-vis de la révolution peut être résumée ainsi : la victoire de la révolution bourgeoise russe est uniquement concevable sous la direction de la bourgeoisie libérale et doit remettre le pouvoir aux mains de celle-ci. Le régime démocratique va alors permettre au prolétariat russe de rattraper ses frères [...] d'Occident sur la voie de la lutte pour le socialisme avec des chances de succès incomparablement plus grandes qu'avant* »¹.

Les mencheviks pensaient notamment que la paysannerie soutiendrait la bourgeoisie pour la mise en place d'un programme de réforme agraire, de suppression de la grande propriété et de mise en place des droits démocratiques. Mais l'abolition du servage en 1861 avait surtout créé une petite classe de paysans riches exportateurs, et une grande masse de paysans prolétariés sur de petites parcelles ou sans terre. Tout cela fut aggravé par les réformes de Stolypine en 1906 mettant les terres communales à la disposition des paysans riches. Loin de créer une vaste paysannerie petite-bourgeoise, l'émancipation tardive des paysans du

servage, cumulée au début du capitalisme, rendit caduque cette supposée alliance de la bourgeoisie et de la paysannerie (comme elle avait pu se réaliser en France dans la deuxième moitié du 19^e siècle). De même, elle rendit caduque la vision idyllique des grandes communautés paysannes sublimant la phase capitaliste. Trotsky résume ainsi la position de Lénine : « *la bourgeoisie retardataire de la Russie est incapable de parachever sa propre révolution. La victoire complète de la révolution au moyen de la 'dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie' purgera le pays de ses restes médiévaux, imprimera au développement du capitalisme russe le rythme du capitalisme américain, renforcera le prolétariat des villes et des campagnes et ouvrira de larges possibilités à la lutte pour le socialisme. D'autre part, la victoire de la révolution russe donnera une impulsion puissante à la révolution socialiste de l'Occident, [...] permettra également au prolétariat russe de parvenir à la conquête du pouvoir* »². Enfin, Trotsky détaille sa propre position, celle de la révolution permanente : « *La victoire complète de la révolution démocratique en Russie est inconcevable autrement que sous la forme d'une dictature du prolétariat appuyée sur la paysannerie. La dictature du prolétariat qui mettra inévitablement à l'ordre du jour, non seulement des tâches démocratiques mais aussi des tâches socialistes, va en même temps donner une impulsion à la révolution socialiste internationale.*



Seule la victoire du prolétariat en Occident garantira la Russie d'une restauration bourgeoise et lui assurera la possibilité de mener à bien l'édification socialiste »³. Trotsky considère en conclusion « l'homogénéité des deux dernières conceptions dans leur contradiction inconciliable avec la perspective libérale-mencheviks et la différence tout à fait essentielle entre elles sur la question du caractère social et les tâches de la 'dictature' qui naîtra de la révolution. [...] Dès le début de 1917, Lénine, en lutte directe avec les plus anciens cadres du parti, fut obligé de changer la perspective »⁴. De 1912 à 1917, le parti bolchevique se développa comme parti indépendant, même si de nombreuses passerelles persistèrent entre les différentes fractions, tant dans la diaspora russe, qu'en Russie. Paul Le Blanc, militant et historien américain, décrit⁵ le développement des bases programmatiques du parti et son développement militant de la façon suivante : après 1907, le parti souffrit à la fois d'un recul des luttes et de la féroce répression du gouvernement Stolypine qui visait aussi à désamorcer la colère sociale en s'attaquant lui-même aux vestiges du féodalisme. Bénéficiant aussi du développement industriel rapide de la Russie, les noyaux militants se développent autour de trois mots d'ordre : la journée de travail de huit heures, la confiscation des propriétés foncières et la république démocratique. Deux historiens l'un allemand, l'autre

britannique, Dietrich Geyer et Robert Service, cités par Le Blanc, rapportent le développement très important des grèves ouvrières avant 1914, leur caractère radical, reprenant les mots d'ordre bolchéviques et témoignant de l'influence militante du parti. Selon le bureau de la 2^e Internationale, en 1914, l'hebdomadaire bolchévique la *Pravda* se diffusait à 240 000 exemplaires et *Luch*, celui des mencheviks, à 96 000.

LA RÉVOLUTION DE FÉVRIER 1917 : UNE RÉVOLUTION BOURGEOISE ?

En février 1917, la première révolution russe éclate. Le 23 février (8 mars, calendrier grégorien), « journée internationale des femmes » à Petrograd⁶, les ouvrières du textile se mettent en grève sur leurs conditions de travail, leurs salaires et le manque de nourriture. Le comité du rayon inter-ouvrier de Vyborg (le grand quartier des ouvriers d'industrie de Petrograd), dirigé par une aile bolchevik radicale est contre cette grève. En solidarité, une masse d'ouvriers bolcheviks, mencheviks et SR suivirent. 90 000 grévistes, hommes et femmes ce jour-là, des plus grandes entreprises de Vyborg et de Petrograd. Le lendemain, la moitié des ouvriers industriels font grève. Le mot d'ordre « *Du pain* » est écarté ou couvert par d'autres formules « *à bas l'autocratie* », « *à bas la guerre* ». En deux jours, la grève se généralise, les cosaques fraternisent avec les grévistes face à la police. Ce n'est que le 25 que le comité du parti bolchévique sort un tract d'appel à la grève générale mais « *la grève générale tournait déjà toute en insurrection armée, la direction*

observe de son haut, hésite, retarde, c'est-à-dire ne dirige pas, elle est à la remorque du mouvement »⁷. Le jour suivant, les quartiers ouvriers sont entièrement contrôlés par les grévistes et, le 27, les régiments mettent crosse en l'air et se rallient à l'insurrection. Dans la journée, les prisons sont ouvertes et le Palais de Tauride, siège du parlement (la *Douma d'État*) est occupé. Un « état major de guerre insurrectionnelle » est mis sur pied. Dans les deux jours suivants, la révolution s'étend à Moscou et les principales villes de l'empire russe. Trotsky pose la question « *Qui donc a guidé la Révolution de Février ? [...] Des ouvriers conscients et bien trempés qui, surtout, avaient été formés à l'école du parti de Lénine* »⁸. Forts de l'expérience de 1905, les révolutionnaires mettent sur pied au soir du 27 février un Soviet avec des représentants de tous les partis socialistes. Notons que les ouvrières, à l'impulsion de cette révolution et en première ligne pour imposer aux soldats la fraternisation, ne figuraient pas dans celui-ci. Dans l'enthousiasme, il devient un soviet de députés ouvriers et soldats. Il décide et organise rapidement les approvisionnements de la ville, l'occupation de la Banque d'Empire, de la Monnaie. Peu à peu, il concentre les pouvoirs. Mais Trotsky note « *alors que le pouvoir révolutionnaire se constituait à une rapidité fabuleuse, les socialistes qui se trouvaient à la tête du Soviet jetaient autour d'eux des regards inquiets, cherchant un véritable 'patron'. Ils estimaient chose toute naturelle que le pouvoir passât à la bourgeoisie* »⁹.

Lorsque, en catastrophe, des députés de la Douma d'État, dissoute le matin même par le gouvernement du tsar, crée un comité de la Douma d'Empire, pour sauver le tsar et le pouvoir bourgeois, le menchevik Soukhanov, membre du Soviet, déclare, soulagé : « *le pouvoir qui vient remplacer le tsarisme ne doit être que bourgeois* ». Ce fut la pathétique mise en pratique des débats et de l'orientation adoptée par les mencheviks depuis 1903.

Que firent les bolcheviks présents au comité exécutif du Soviet ? Soukhanov dans ses mémoires affirme qu'à la réunion du 1^{er} mars, le centre de la discussion porta seulement sur les conditions de la transmission du pouvoir : contre le fait même de la formation d'un gouvernement bourgeois, pas



Manifestation en février 1917 en Russie © Wikipedia / Auteur inconnu

une seule voix ne s'éleva, bien qu'il y ait eu dans le Comité exécutif, sur trente-neuf membres, onze bolcheviks et sympathisants dont trois membres du centre de direction. Cette passivité qui s'étendit aux délégués bolcheviks du Soviet fut contredite par les réactions des militants, des ouvriers du comité bolchevik de Vyborg qui adopta le lendemain même une déclaration pour la prise du pouvoir par le Soviet. Dans la foulée cette résolution fut largement adoptée dans les assemblées ouvrières mais bloquée par le comité de Petrograd. La *Pravda* titrait « *la tâche essentielle est [...] d'instituer un régime républicain démocratique* »

POUR L'INDÉPENDANCE DE LA CLASSE

Lénine est à l'époque en exil forcé à Zurich, éditant *Le Social-démocrate*, secondé par Zinoviev. En désaccord total avec la ligne suivie à Petrograd par le parti, il commence le 7 mars l'envoi à la *Pravda* de ses *Lettres de loin*. La première lettre cible fondamentalement la nature impérialiste de la guerre et le rejet immédiat de la politique de Milioukov, ministre des Affaires étrangères du gouvernement visant à engager encore plus fortement la Russie dans la guerre impérialiste. Ensuite, il détaille l'alliance profonde entre les tsaristes vaincus et le gouvernement de Milioukov. Puis il pilonne « *quiconque prétend que les ouvriers doivent soutenir le nouveau gouvernement afin de combattre la réaction tsariste trahit [...] la cause du prolétariat* »¹⁰. Si l'étape actuelle a vu la mise en place d'un gouvernement bourgeois, il exhorte à dénoncer ce gouvernement et son alliance avec le tsarisme et la bourgeoisie impérialiste. Il dénonce l'appel du Soviet de Petrograd à soutenir le nouveau gouvernement. Reprenant l'idée avancée par le Soviet de la mise sur pied d'un comité de surveillance, il se prononce pour la création d'une milice ouvrière pour exercer la surveillance du gouvernement provisoire par les ouvriers et les soldats. « *La milice ouvrière étendue au peuple entier est le mot d'ordre juste de l'heure.* » Lénine considère que l'étape est à l'organisation indépendante du prolétariat dans des soviets « *organes de l'insurrection, organes du pouvoir révolutionnaire* ». Prenant appui sur la Commune de Paris et l'expérience de 1905, il enjoint d'en finir avec



Le retour de Lénine en Russie, à la gare de Finlande, à Petrograd, le 16 avril 1917. ©Keystone Archives/HIP/Leemage

l'État et que le prolétariat forme lui-même ses organes de pouvoir en refusant la remise en place de la police tsariste. Enfin, contre la guerre impérialiste, il dénonce les traités secrets signés par la Russie avec la France et l'Angleterre, alors que le gouvernement Goutchov-Milioukov poursuit cette politique. Dans sa dernière lettre, Lénine détaille les tâches pour préparer le passage du pouvoir des mains du gouvernement des capitalistes dans celles du gouvernement des ouvriers et des paysans. Il détaille donc le programme de démolition de la machine d'État, remplacée par les organismes d'administration prolétarien, le combat contre la politique impérialiste, la mise en œuvre de la confiscation de toute la grande propriété foncière, tout cela dans le cadre d'une politique de transition vers le socialisme.

De toutes ses lettres, une seule, la première, fut publiée en Russie par la *Pravda*. Entre-temps, le 17 mars, il envoyait aussi une lettre à Kamenev qui, avec Staline, dirigeait le parti bolchévique en Russie. Lénine avait appris que le gouvernement russe avec l'appui du soviét présentait la guerre impérialiste comme « *une guerre de défense nationale* ». Lénine écrit à Kamenev « *je préférerais une scission immédiate avec n'importe qui de notre parti que de céder au social-patriotisme* »¹¹

Retourné en Russie, Lénine publiera, en son nom propre, dans la *Pravda* du 7 avril, les *Thèses d'avril*. Présentées à cette date au congrès du parti, elles avaient rencontré une hostilité générale, y compris de Zinoviev. Kamenev inséra une note avec leur publication disant qu'elles ne reflétaient pas l'opinion du parti. Les thèses de Lénine rejoignent les positions

défendues par Trotsky sur la révolution permanente¹². Il présente la situation comme transitoire et devant donner le pouvoir au prolétariat et aux couches pauvres de la paysannerie. Il y défend la fraternisation sur le front, qu'il ne faut aucun soutien au gouvernement provisoire et explique que les Soviets des députés ouvriers sont la seule forme possible de gouvernement révolutionnaire, pour une république des soviets de députés ouvriers, salariés agricoles et paysans. Il revendique la fusion de toutes les banques du pays en une banque nationale unique placée sous le contrôle des soviets et enfin de prendre l'initiative de la création d'une internationale révolutionnaire. Pour que le tournant des *Thèses d'avril* soit adopté par le parti, il faudra à Lénine un travail patient jusqu'à la tenue du congrès panrusse dix jours plus tard ; congrès qui rassemble des délégués de base. Cette nouvelle ligne du parti bolchévique sera la voie victorieuse vers la révolution d'Octobre 1917. □

1) Léon Trotsky, Trois conceptions de la révolution russe, août 1939.

2) Ibid.

3) Ibid.

4) Ibid.

5) Norman Geras et Paul Le Blanc, Marxisme et parti 1903-1017 (Lénine, Luxembourg, Trotsky), Cahiers d'étude et de recherche IIRE n°14, 1990.

6) Saint-Petersbourg change plusieurs fois d'appellation. Elle est rebaptisée Petrograd de 1914 à 1924, puis Léninegrad de 1924 à 1991, avant de retrouver son nom d'origine à la suite d'un référendum en 1991. Nous prenons le parti d'écrire Pétrograd dans tout l'article.

7) Léon Trotsky, Histoire de la révolution russe. Tome 1, 1930

8) Ibid.

9) Ibid.

10) Lénine, Lettres de loin, 1917.

11) cité par Léon Trotsky dans Histoire de la révolution russe, Tome 1, 1930.

12) Léon Trotsky, Bilan et perspectives, 195.

La place de la jeunesse dans les luttes

PAR LES JEUNESSES ANTICAPITALISTES

La politique néolibérale et le tournant de plus en plus autoritaire de l'État a particulièrement touché les droits de la jeunesse depuis les années 1980. La casse des universités publiques et la sélection instaurée à l'entrée de celle-ci témoignent de l'accélération des attaques contre l'émancipation des jeunes ces dernières années. Les jeunes sont forcés de s'adapter aux besoins du capitalisme qui n'a plus besoin de main d'œuvre qualifiée.

L'école institue un tri social et crée les premières violences subies par les jeunes de la part de l'État. La loi « sur l'école de la confiance » (loi Blanquer), votée par l'Assemblée nationale le 20 février 2019, prévoyait, entre autres, la mise en place de trois types d'écoles élémentaires distinctes. Ces trois écoles auraient des finalités distinctes — l'une préparant au bac international pour les enfants des classes sociales les plus élevées, une autre restant une école classique et la dernière, une école des savoirs fondamentaux où l'objectif est que chaque jeune sache « lire, écrire, compter, respecter autrui » et qui les destine à une simple obtention de diplôme professionnalisant. L'école est utilisée non plus comme moyen d'émancipation de la jeunesse mais comme un outil d'asservissement.

L'ÉCOLE DU TRI SOCIAL

Nous assistons à une accélération de la sélection par l'école. L'exemple le plus frappant est la mise en place des groupes de niveaux en mathématique et français dès l'entrée au collège, qui mettent fin au collège unique ; ainsi que l'obtention du brevet qui devient obligatoire pour passer au lycée. À cela s'ajoute la sélection dans les universités qui se fait via Parcoursup et MonMaster mais également par la fermeture de filières ou de places du fait du manque de moyens des universités. Or, en France, la ségrégation sociale se combine avec une ségrégation spatiale : le simple fait de vivre dans certains quartiers (par exemple, la Seine-Saint-Denis, le Mirail à Toulouse ou les quartiers Nord de Marseille) sème des

obstacles sur son avenir scolaire. Cette ségrégation sociale est encore plus violente dans les colonies, notamment en Guyane et à Mayotte.

Les programmes deviennent de plus en plus directifs. Les méthodes sont uniformisées par les manuels qui offrent un programme centré sur le respect de la citoyenneté française. Ces obligations empêchent un grand nombre d'élèves d'étudier et de s'épanouir. Alors que l'école se veut inclusive, elle ne cesse de trier et d'asservir la jeunesse.

C'est en ce sens que nous considérons l'école comme violente forçant les jeunes à un avenir déterminé par leur classe sociale. Se voir trier dès son entrée au collège et recevoir ces étiquettes posées par cette institution, ne favorise pas l'émancipation. C'est pourquoi bon nombre de jeunes veulent partir de ce système violent et intégrer le monde du travail, avec ou sans « mauvais » diplômes. Ils subissent alors une orientation non choisie, des conditions de travail souvent scandaleuses, et un salaire insuffisant.

LA SOCIÉTÉ DÉTESTE LA JEUNESSE

Les jeunes travailleuses et travailleurs subissent également un asservissement non pas par le biais de l'institution universitaire mais du fait du patronat. Ils sont souvent relégués aux emplois les plus précaires comme la restauration, l'animation ou encore le service de nettoyage. En plus de cette violence ordonnée sur les élèves pauvres, les gouvernements successifs n'ont d'autre souhait que de les discipliner. Un retour déguisé du service militaire avec le SNU est une des mesures fortes allant dans

ce sens. La mise en place de l'uniforme et les programmes orientant de plus en plus à l'éducation d'un « citoyen respectant les valeurs de la république » sont autant de mesures et d'orientations qui ne trompent pas.

Cette citoyenneté voulue par l'État, n'est autre que de la discipline et de l'ordre, de l'ordre, de l'ordre (comme le disait si bien notre nouveau Premier ministre). Ces mesures en plus d'être coûteuses n'ont finalement comme seul objectif que de satisfaire une extrême droite banalisée fantasmant sur une jeunesse prête à obéir.

Pour couronner le tout, l'institution scolaire continue de perpétrer des oppressions spécifiques. L'exemple le plus récent est la rentrée 2023, où Garbiel Attal, alors ministre de l'éducation, a interdit le port de l'abaya et du qamis sous prétexte de protection de la laïcité. Cette mesure a simplement montré l'islamophobie, les stigmates et les préjugés sur la jeunesse perçue comme musulmane et l'empêchant de se vêtir d'un habit traditionnel sans rapport religieux. Cette mesure s'inscrit dans la continuité de la loi de 2004 instaurant l'interdiction du voile.

Dans la même logique, cette police du vêtement dont fait preuve l'école est sexiste. Les jeunes filles se voient refuser l'entrée du collège ou du lycée lorsqu'elles portent certains types de vêtements. En 2021 avait émergé une « polémique » car Macron se disait « opposé au crop-top ». Encore une fois les jeunes filles ne peuvent choisir de s'habiller comme elles le souhaitent. Cela montre une fois de

plus la volonté de la pensée dominante de vouloir asseoir le patriarcat en décidant à la place des femmes ce qu'elles devraient porter et ce dès le plus jeune âge.

RÉPRESSION DES MOBILISATIONS

Depuis plusieurs années, nous assistons à une accentuation de la répression des mobilisations sociales. Les dernières mobilisations menées par la jeunesse ont fait face à une répression violente et organisée. En avril et mai 2024, lorsque les étudiant-es se sont soulevés contre la complicité de nos gouvernements avec le génocide à Gaza, les présidents d'université ont accepté les ordres du ministère leur demandant de faire taire toute voix de solidarité avec la Palestine. Les occupations d'université ou même les rassemblements pacifiques ont été réprimés par la police qui n'a pas hésité à utiliser la force et les matraques. L'objectif de cette répression reste bien sûr d'effrayer les jeunes et de les empêcher de continuer à se mobiliser.

Il est également important de comprendre que cette répression n'est pas seulement policière mais également administrative, comme les étudiant-es de Sciences-po Paris interdits de se rendre dans leur établissement suite à une action contre les entreprises complices de génocide. Les directions des lycées ou des universités utilisent désormais tous les moyens à leur disposition pour réprimer les jeunes mobilisés.

Enfin, soulignons que la répression des mouvements de jeunesse est beaucoup plus violente contre les jeunes racisés-es des quartiers populaires. En juin 2023, suite à l'assassinat de Nahel par la police, les jeunes des quartiers populaires se sont révoltés contre cet ordre raciste. Les forces de l'ordre les ont alors réprimés violemment en plus de la mise en place de nombreuses mesures autoritaires dans les quartiers populaires tels que des couvre-feux ou la suspension des transports.

Cette répression est particulièrement violente parce que les mobilisations de la jeunesse peuvent être l'étincelle pour massifier des luttes comme on a pu le voir pour la réforme des retraites, les révoltes

dans les quartiers ou la solidarité avec la Palestine. L'État a donc tout intérêt à mater les jeunes.

CONSTRUIRE UN MOUVEMENT DE LA JEUNESSE UNITAIRE ET RADICAL

Face à cette offensive acharnée du gouvernement contre la jeunesse, nous voulons contribuer à mobiliser les différentes organisations de jeunesse lycéennes et étudiantes, ainsi que les organisations syndicales et politiques de jeunesse. De notre point de vue, la casse des universités et la destruction de l'école publique sont malheureusement admises et ne sont plus la base de révoltes et de mobilisations ; il est ainsi nécessaire de réfléchir à de nouvelles portes d'entrée, et celles-ci sont nombreuses : la lutte antiraciste, l'antifascisme, le féminisme, etc.

Pour remobiliser des mouvements de jeunesse, nous voulons renforcer le syndicalisme, et plus particulièrement le syndicalisme étudiant et lycéen qui est perpétuellement remis en cause, par l'absence de reconnaissance du statut de syndicat autant que par toutes les vagues de précarisation et de violence institutionnelle auxquelles les syndicats jeunes doivent faire face.

Malgré ce portrait sombre, des mouvements récents, des mobilisations massives de la part de la jeunesse, ont pu naître, telles que les manifestations d'urgence pour protester contre le choc des savoirs proposé par Gabriel Attal au cours de l'année passée. Ces mobilisations sont aussi un point d'accroche particulier dans la lutte

des classes ; souvent première entrée dans la politique des jeunes, elles se trouvent à la croisée de nombreuses oppressions systémiques et sensibilisent ainsi la jeunesse à la solidarité et à la conscience nécessaire pour rentrer dans la lutte des classes. En outre, les expressions de révoltes contre ce système ne se limitent pas à la rue. La jeunesse s'empare de tous les moyens pour protester et se faire entendre, élevant la voix sur toutes les oppressions qu'elle subit via les réseaux sociaux, comme les élèves du lycée Blaise-Cendrars dans le 93, qui ont parlé de l'état vétuste de leur lycée sur Tik-Tok, portant leurs conditions de travail sur la scène médiatique nationale.

Au sein des Jeunesses Anticapitalistes, nous pensons que seules des luttes unitaires peuvent faire face à la répression. Pour affronter la répression de l'État, nous devons rester uni-es. Cette unité est aussi indispensable pour espérer gagner de nouveaux droits. De plus, nous pensons que les formes de mobilisations doivent pouvoir entraîner un grand nombre de jeunes sans perdre leur radicalité.

Pour créer des mobilisations massives, nous pensons qu'il est urgent de renforcer l'auto-organisation dans les milieux où nous sommes insérés. Ainsi, notre tâche de militant-es révolutionnaires est de créer des cadres larges de mobilisations sur nos lieux d'études. Autour de nous, il est nécessaire de mobiliser les jeunes et de leur offrir des perspectives concrètes de mobilisation. □



Manifestation à Paris, le 7 septembre 2024.
© Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

La première guerre d'Algérie 1830-1852

ENTRETIEN AVEC ALAIN RUSCIO*

À l'occasion de la sortie de son dernier ouvrage *La première guerre d'Algérie, une histoire de conquête et de résistance, nous avons interviewé Alain Ruscio, historien, spécialiste de l'histoire coloniale notamment en Indochine et en Algérie.*

Au-delà du coup de l'éventail de 1827, quelles sont les motifs de l'engagement des différents gouvernements, des différentes directions de l'État français dans la première guerre d'Algérie ?

Plusieurs générations de Français ont été éduquées dans l'idée qu'un affreux dey d'Alger qui avait souffleté un brave consul français, c'était la seule cause de l'intervention française. Plus personne aujourd'hui ne s'arrête à cette « explication ».

Cette conquête venait de loin. Il s'agissait surtout de conquérir Alger, Oran et peut-être une partie de la bande septentrionale de l'Algérie, mais ces projets existaient déjà depuis pratiquement le 17^e siècle. Ensuite, le passage à l'acte a été fait par la Restauration en 1830.

Les causes sont multiples, comme toujours en histoire. La première est géostratégique, à savoir la volonté de contrecarrer la domination britannique en Méditerranée en général, occidentale en particulier, puisque les Anglais possèdent Gibraltar, Malte comme colonies et que les Français n'avaient que Toulon et Marseille comme positions sur la Méditerranée et voulaient absolument un point d'appui sur la côte nord de l'Afrique. C'est le facteur premier, en tout cas chronologiquement.

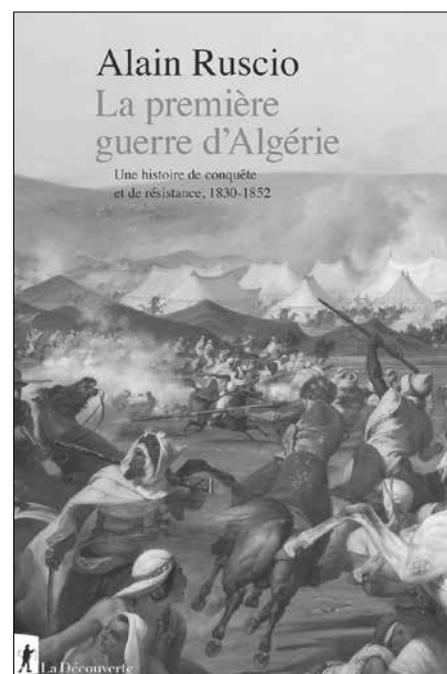
Après, il y a eu plusieurs raisons. D'abord une raison qui est très ancienne dans l'histoire française, c'est la notion de mission de la France dans le monde. En particulier auprès des peuples considérés comme inférieurs. N'oublions pas que la France avait déjà perdu un grand atout colonial avec Haïti, qui s'était révolté victorieusement 25 ans plus tôt, et donc imposait à la France la recherche d'un

autre territoire colonial. Ensuite l'idée c'est de conquérir, pas seulement l'Algérie mais de commencer à contrôler une partie du nord de l'Afrique pour civiliser les populations, avec la notion de race, d'inégalité des races, qui est très forte. Troisième facteur l'idéologie coloniale, c'est-à-dire la volonté de conquérir des terres nouvelles pour « le bien de la France », donc la volonté d'aider l'économie française par la conquête et l'exploitation de nouvelles terres. Quatrième facteur, la volonté de combattre la pauvreté, en proposant la colonisation comme solution à la question sociale. Le drapeau rouge réapparaît sur les barricades lors de la révolte des Canuts (1831 – 1834). Quinze ans plus tard, c'est l'époque du Manifeste communiste qui dit « un spectre hante l'Europe, le spectre du communisme ». Les classes dirigeantes se disent que l'une des façons de détourner la colère des populations exploitées, c'est de leur proposer une solution idyllique : partir sur les terres nouvelles, s'enrichir, devenir propriétaire. Tout se met en place progressivement, même si ce n'est pas dans la tête de chacun des dirigeants, mais il s'agit des facteurs principaux qui expliquent la volonté de conquérir l'Algérie.

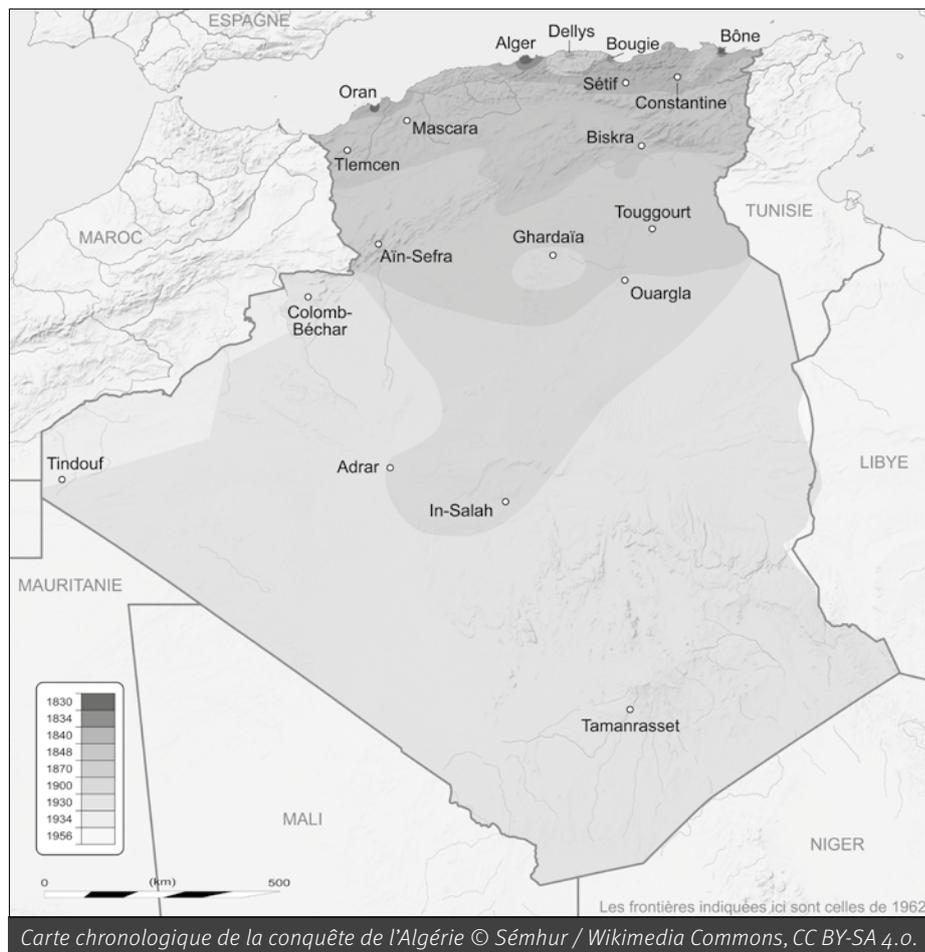
L'armée française sort des guerres napoléoniennes, et va être confrontée à un nouveau type de guerre. Quelle forme va prendre cette « première » guerre d'Algérie ?

C'est Charles X qui met en route le départ de l'Armada vers l'Algérie dans les tout derniers moments de la Restauration qui prendra fin avec les Trois glorieuses (27-29 juillet 1830). Il s'agit de ne pas prendre les choses à la légère, et de, non seulement de bombarder Alger, mais de débarquer avec

des plans de débarquement très bien faits. C'est une armée considérable à l'époque, qui représente, à peu près, la moitié de l'armée du Premier empire. Ce sont 37 000 hommes qui traversent la Méditerranée, avec un armement nettement supérieur à celui des populations locales, et qui vont très rapidement écraser toute résistance, aussi bien celle des Turcs – puisque à l'époque l'Algérie, la régence d'Alger, est une possession ottomane – que celle des cavaliers arabes et kabyles. Il y a une sorte de « sidération » qui va durer à peu près deux ans, et pendant lesquels l'armée française, si elle ne va pas trop à l'intérieur des terres, contrôle Alger et Oran. La réaction se développe sous la direction de chefs de tribus, élus par leurs pairs, des grands chefs, comme Abd el-Kader. À l'est, c'est le bey Ahmed qui organise une résistance très opiniâtre. Ces deux résistances ne se joindront jamais.



Face à cette résistance presque inattendue, l'armée française a de très longues traditions de violence contre les populations civiles, depuis l'armée napoléonienne, à la conquête de l'Espagne, une véritable armée contre un peuple. Les colonnes de cavaliers d'Abd el-Kader et d'Ahmed, mais aussi et surtout la population civile vont souffrir énormément d'une politique d'éradication locale, pas globale. Je récusé le terme de génocide parce que ça n'a pas été un projet : le système avait besoin d'une main-d'œuvre locale, indigène comme on disait. Mais, par contre dès qu'il y avait des germes de résistance ou même sans germe de résistance d'ailleurs, les colonnes françaises qui ont sillonné l'Algérie sont véritablement des colonnes infernales. Avec Bugeaud, il y avait 100 000 soldats français en Algérie qui pillent, qui razzient. Les razzias sont le principal facteur de la destruction de la société algérienne puisque la razzia c'est une colonne française qui arrive dans un village ou dans une petite région et qui prend tout, qui vole le grain, le bétail, (attesté par la presse de l'époque : le nombre de bœufs, de moutons, le tout vraiment extrêmement documenté), et puis qui tue les populations sur place. Le moindre germe soit de résistance, soit même tout simplement le refus, ne serait-ce que la protestation contre les viols car évidemment les hommes des villages qui assistent au viol de leur femme ou de leur mère ou de leur fille se révoltent et sont immédiatement assassinés. La razzia c'était le facteur numériquement le plus dramatique. Il y a d'autres pratiques d'éradication comme des décapitations ; il y a énormément de témoignages sur le fait que des chefs de guerre étaient sommés de ramener des têtes d'ennemis ou des têtes de soi-disant ennemis pour prouver leur valeur au combat et pour éventuellement toucher une prime. Il y a aussi *les enfumades*, j'en ai référencé trois dans ce livre parce qu'elles n'ont pas toutes été révélées. Quand des populations civiles se réfugiaient dans des grottes, par crainte des colonnes françaises ou tout simplement parce que certains avaient fait le coup de feu avec celles-ci, les Français pour éviter de perdre des hommes mettaient le feu à des fagots à l'entrée des grottes et laissaient les gens mourir soit brûlés vifs, soit asphyxiés. Des destructions auxquelles s'ajoute une répression



« légale », comme la guillotine qui a été presque immédiatement importée, en 1842, par la « civilisation » française en Algérie.

Bien avant la guerre d'indépendance, il y a eu des centaines d'Algériens, soit considérés comme droits communs, soit comme résistants, qui ont été guillotins en place publique. Au total, une estimation qui à mon avis est difficilement contestable, est que la population algérienne en général, une très grosse majorité de civils, a été éradiquée à peu près de 500 000 morts. Sur une population qui était à l'époque entre 3 et 4 millions d'Algériens au début de la conquête, soit entre 12 et 20 % de la population, ce qui est un chiffre énorme rarement atteint dans l'histoire.

Comment s'est manifestée, organisée la résistance des Algériens ? Il y a l'image d'Abd el-Kader, bien sûr, sa résistance militaire, mais aussi la construction, d'un État, d'une administration dans cette situation de guerre.

Il faut savoir que les Français ont contrôlé toute la bande nord de l'Algérie, donc Oran, Alger et, à partir du 1837, Constantine, plus une bande

de terre étendue progressivement vers l'intérieur, ne serait-ce que pour implanter les colons, ce qu'on pourrait appeler l'Algérie utile. Mais Abd el-Kader et Ahmed avaient de vastes espaces où ils pouvaient se replier et commencer à engager la résistance armée, à mettre en place des structures. Je ne sais pas si on peut parler d'un État algérien déjà à l'époque, j'utilise l'expression « d'élément d'une administration centralisée ». On peut dire qu'Abd el-Kader a un raisonnement politique visant à mettre en place une administration centrale contrôlant des régions assez vastes même si elles étaient moins peuplées. C'est aussi la levée de l'impôt, la mise en place d'une administration, de fonctionnaires qui rendaient des comptes à « l'État » central, au pouvoir central, avec la naissance d'une industrie. Il y a des témoignages de Français, surpris de constater qu'il y avait des ateliers, un début de sidérurgie, d'industrie d'armement. Abd

el-Kader a combattu avec des armes qui étaient liées au trafic international et les Anglais, par exemple, ont armé la résistance.

S'il n'y a pas eu d'alliance entre Ahmed et Abd el-Kader, ce dernier a tenté une alliance avec les Kabyles, parce que la Kabylie était une entité quasi autonome au cœur de l'Algérie ; mais il n'y a pas réussi, et la Kabylie a été une sorte de réduit qui a résisté très longtemps, puisque Bugeaud a échoué à deux reprises et c'est seulement Saint-Arnaud, qui a réussi vers 1845-1846, à « soumettre » la Kabylie, alors que c'était une zone d'insécurité pour l'armée française.

On a une unification sur la base de l'unité religieuse, de l'unité linguistique, mais je ne m'aventure pas sur le terrain de savoir si c'était une nation. Je pense qu'il y avait les ingrédients d'une nation qui ont été un peu cristallisés par la présence étrangère. À partir de ce moment-là, même si les Algériens ne se considéraient pas comme Algériens en tant que tels, ils considéraient qu'ils appartenaient à un même peuple, qui était soumis aux mêmes pressions d'un pouvoir, d'une armée et d'une administration étrangères, et qui donc par réaction, commençaient à se resserrer autour de chefs charismatiques. Dès ce moment, il y a les embryons d'une nation, et en même temps d'un État, la construction progressive d'une unité nationale, en gestation.

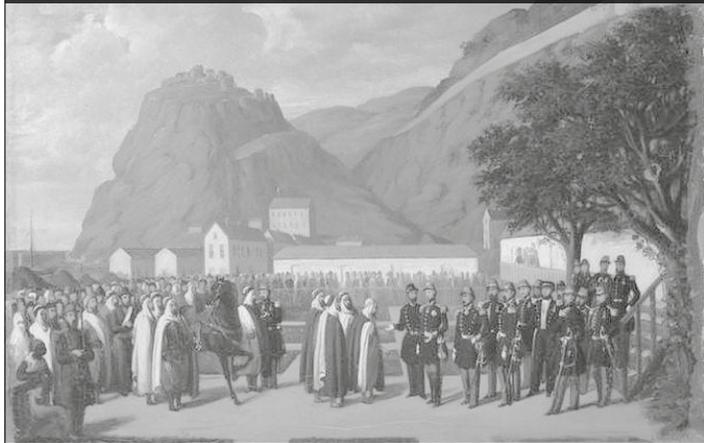
À la fin de la guerre, quelle est la réalité de l'implantation française, ses rapports avec l'existence de la société algérienne ? La France est implantée dans les grandes villes côtières, et puis ici ou là dans les autres régions, mais faiblement. Et comment est-ce que ça ouvre la porte à la deuxième phase des rapports entre l'Algérie et la France, c'est-à-dire la colonie de peuplement après 1852.

La conquête n'était pas une fin en soi. Elle avait comme objectif premier d'implanter des populations pour ne serait-ce que répondre à la nécessité de lutter contre la misère en France, en montrant qu'il y avait la porte pour une vie nouvelle pour ces populations. Dans un premier temps, et pendant pratiquement toute la période que

j'ai étudiée, en tout cas jusqu'à 1848, les colons non-français ont été majoritaires. Il y a eu énormément de pauvres du sud de l'Europe, de Malte, d'Italie, d'Espagne, et d'Europe centrale, d'Allemands, de Suisses, qui sont partis en Algérie, sur ce mythe de la vie nouvelle.

Et beaucoup de Français. Les colons sont partis en toute inconscience ; des familles entières sont parties, trois générations, les grands-parents, les parents, les enfants, même en bas âge, pensant trouver une vie nouvelle. Ils ont effectivement bénéficié de la situation coloniale, c'est-à-dire la spoliation des propriétaires, des paysans algériens littéralement privés de toute propriété, ne serait-ce que parce qu'ils n'avaient pas d'actes de propriété. Les colons ont appliqué leur propre loi en disant « *vous n'avez pas d'actes, donc cette terre est libre et donc je la prends* ». Cette spoliation a porté sur des centaines de milliers d'hectares littéralement volés aux paysans algériens, pour l'implantation des colons. Cette première génération est arrivée avec plein d'illusions, mais des conditions matérielles très pénibles, puisqu'il y a eu là aussi des dizaines de milliers de morts, ne serait-ce que par les conditions d'hygiène. Ils sont arrivés sur des terres qu'on leur avait présentées comme idylliques, fertiles, alors que souvent elles ne l'étaient pas. Il leur a fallu les travailler, les débroussailler parfois. Beaucoup sont arrivés alors qu'il n'y avait même pas de maisons pour les accueillir, donc ils ont construit leur propre maison. Parfois il n'y avait pas de bétail, pas d'instruments aratoires. C'est cette première génération de colons — contrairement à celle qui a suivi avec l'immensité des fortunes, avec les gros colons, la vigne, le blé, enfin les gens qui avaient des milliers d'hectares — qui s'est battue en Algérie. Cette première génération c'était vraiment des pauvres bougres attirés par une propagande mensongère. Ça ne retire rien au fait que c'était une spoliation, mais eux-mêmes ont

La reddition d'Abd el-Kader, le 23 décembre 1847 par Régis Augustin.
© Wikipedia Commons



été en quelque sorte des victimes collatérales de la propagande colonialiste. L'implantation européenne a été une spoliation de l'immense majorité des paysans algériens.

À propos de souffrances, j'ignorais complètement la souffrance des soldats français, de l'armée française...

Je l'ai découverte même si je m'en doutais un peu parce que j'avais travaillé sur la conquête de l'Indochine. C'est bien plus grave dans le cas de la conquête de l'Algérie, tout simplement parce que les officiers étaient soit des nobles, les Saint Arnaud, La Moricière, issus de familles aristocratiques, soit des gens de l'élite « sociale » comme Bugeaud ou Clauzel. Tous ces gens-là étaient immensément riches ; un Bugeaud était propriétaire terrien dans le Périgord, Clauzel avait été colon en Haïti, à l'époque Saint-Domingue. Tous étaient d'une part très riches, d'autre part avaient un mépris complet pour le peuple en général, comme ils l'ont prouvé dans les répressions de 1848. Cavaignac par exemple, un des conquérants de l'Algérie, lors de la révolte des ouvriers de juin 1848, a pris la tête des colonnes pour briser la résistance, tuer des centaines d'ouvriers dans les rues de Paris, en les assimilant aux bédouins avec des expressions comme « tuer les bédouins ». Ces gens-là étaient des aristos à l'ancienne, qui considéraient que leurs soldats c'était la piétaille. Certains étaient très démagos comme Bugeaud qui se présentait comme le père de ses soldats. L'immense majorité des soldats, qui n'étaient pas tous volontaires, étaient des conscrits qui avaient été tirés au sort et, lorsqu'un riche dans un village ou un bourgeois tirait un mauvais

numéro, il rachetait son mauvais tirage en mettant à sa place un pauvre bougre de paysan, d'ouvrier ou d'artisan. C'est vraiment le peuple français qui a fourni un grand contingent de soldats à l'armée d'occupation. Ces soldats ont été victimes des mauvais traitements, de brutalités, des coups de cravache. Il y a même un article de la presse de l'époque qui s'appelle *La torture en Algérie*, contre des soldats qui s'étaient rebellés, ou simplement avaient désobéi ou avaient essayé de déserteur. Les conditions d'hygiène étaient absolument terribles. Il n'y avait aucune protection contre ce qu'on appelait les fièvres, c'est-à-dire le paludisme. Le choléra est arrivé très vite en Algérie. Inconnu en terre africaine avant la conquête, ce sont les colons, certes involontairement, qui l'ont apporté. Les populations algériennes, civiles et les soldats sont morts par milliers, par dizaines de milliers. Les conditions d'hygiène, les marches harassantes dans les campagnes lors desquelles ils pouvaient faire plusieurs dizaines de kilomètres par jour sans protection particulière contre le soleil, parfois avec des nourritures insuffisantes, pas d'eau... La conquête de l'Algérie n'a fait pratiquement que des victimes, les seuls qui s'en sont sortis, ce sont les classes dirigeantes de France, les idéologues du *Parti coloniste*, dans les termes de l'époque, et puis ce sont les officiers qui se sont fait des galons sans trop de gloire militaire avec les pratiques décrites...

Tu fais peut-être plus qu'un premier bilan de l'historiographie, beaucoup de références sur ce qui a été déjà écrit, publié. Penses-tu que, avec ce travail, tout ce qui est fait depuis quelques années maintenant, et y compris pour utiliser le fameux « en même temps » la reconnaissance des assassinats d'Audin, de Larbi Ben M'hidi, dans une société française qui se déporte vers l'extrême droite, une vraie histoire de la France Empire colonial, puisse s'imposer au-delà des effets de manches et des effets d'annonce ?

Il y a effectivement toute une école historiographique française critique. Il y a toujours eu une histoire critique, je pense à Charles-André Julien, par exemple, parmi les vétérans, qui a eu le mérite d'écrire une des premières histoires critiques de l'Algérie. Dans

la génération actuelle, des gens travaillent sur la colonisation, surtout sur l'Algérie, il y a trop peu de gens qui travaillent sur la Tunisie, le Maroc, même l'Indochine. Le travail que l'on fait porte ses fruits. Parmi les historiens reconnus du fait colonial, il n'y en a quand même pratiquement plus aucun qui défend un bilan, ou même des aspects positifs de la colonisation française. Il y a la différence fondamentale, un fossé, entre cette histoire critique qu'on essaye de mettre en place, par exemple, autour d'un site qui s'appelle *Histoirecoloniale.net*, avec des collègues et amis comme Gilles Manceron, Fabrice Riceputi, etc. et d'autres qui y contribuent avec le monde politique. C'est ainsi qu'on a encore d'une part l'érection honteuse de la statue de Bigeard, à Toul, scandale mémoriel, humain et la résurgence effectivement de la « *nostalgérie* », avec des rues baptisées Hélie de St-Marc, ou d'anciens de l'Algérie française et le discours présidentiel qui fait à peu près de l'unanimité des historiens contre lui. Macron donne l'impression d'être un grand novateur lorsqu'il parle de l'assassinat d'Audin ou celui de Larbi Ben M'hidi, ou du 17 octobre 1961. Mais à chaque fois c'est pour essayer de limiter le rôle propre de l'État français. C'est indéniablement un choix politique de Macron, lorsqu'il parle du 17 octobre 1961, il parle toujours de Papon, mais il ne parle jamais de l'État français en tant que tel, donc par l'intermédiaire de Michel Debré, Roger Frey et même la figure tutélaire de De Gaulle qui portent une responsabilité première dans les massacres du 17 octobre. Pour Larbi Ben M'hidi c'est la même chose, Macron donne l'impression d'être un grand résistant face au révisionnisme, en réalité il oublie de

dire qu'il y a eu des centaines de milliers d'Algériens torturés, des dizaines morts sous la torture, qui n'ont pas la chance d'avoir un nom connu, mais qui devraient être honorés de la même façon. Il y a un fossé entre l'histoire critique, qui à mon avis est l'histoire réelle, et puis le regard un petit peu paternaliste condescendant de Macron et des macronistes sur ces pages d'histoire. Le 8 mai 1945 est complètement ignoré aujourd'hui qui imposerait de dénoncer d'abord la figure de De Gaulle.

Est-ce que tu vois un point qu'il serait important de soulever et qui ne l'aurait pas été dans cet échange ?

Oui. Je ne sais pas si on peut parler de révélation, mais ce sur quoi j'ai beaucoup insisté, c'est que la véritable vague colonialiste n'a pas commencé avec la 3^e République contrairement à ce que beaucoup disent encore aujourd'hui. Qu'auparavant c'était des petites escarmouches et que la véritable colonisation, c'est à partir de la 3^e République, Jules Ferry, etc. Je pense que c'est la conquête avec la première guerre d'Algérie qui a été vraiment l'élément fondateur et qui ouvert la voie à d'autres conquêtes. Parce que d'une part, sous le Second Empire il y a eu la Kanaky, les premiers débarquements en Indochine, toutes ces conquêtes qui ne peuvent s'expliquer que par la persistance d'un esprit colonial dès le milieu du 19^e siècle. □

Entretien réalisé par Robert Pelletier.

*** Alain Ruscio est historien, spécialiste de la colonisation française, il vient de publier *La première guerre d'Algérie, une histoire de conquête et de résistance* (éditions La Découverte)**

« Les grottes du Dahra, 18 juin 1845 », gravure de Tony Johannot. © RMN-GP / Emilie Cambier.



Les enjeux du Front populaire de 1936

PAR OLIVIER BESANCENOT

Le Front populaire de 1936 reste une référence aux yeux du monde du travail, parce qu'il renvoie à une puissante dynamique unitaire du mouvement ouvrier et à des conquêtes sociales importantes (40 heures, deux semaines de congés payés, assurance chômage de base, etc.). En même temps, il révèle une contradiction majeure entre les aspirations de celles et ceux d'en bas et les politiques des directions socialiste et communiste d'alors. Son histoire permet de débattre d'enjeux stratégiques essentiels.

On ne peut parler du Front populaire de 1936 sans rappeler le contexte international. La crise économique et sociale et l'explosion du chômage du début des années trente, suivie de l'arrivée de Hitler au pouvoir, le 30 janvier 1933. La défaite sans combat du mouvement ouvrier allemand constitue alors un tremblement de terre politico-social dont on mesure mal aujourd'hui l'importance. L'Internationale communiste (IC) en est largement responsable pour avoir obstinément refusé d'appeler la social-démocratie, dénoncée comme social-fasciste, à une politique de front unique antinazi.

DYNAMIQUE ANTICAPITALISTE

En France, l'émeute réactionnaire et fascisante du 6 février 1934 met le feu aux poudres. Les ligues à vocation fasciste sont (encore) divisées, elles ne disposent pas (encore) d'un chef unique, comme Mussolini ou Hitler, et la démocratie petite-bourgeoise leur oppose (encore) une résistance plus forte qu'en Italie, en 1921-22, ou en Allemagne, en 1932-33 mais leur convergence inquiète : l'émeute du 6 février résulte d'une manifestation contre la corruption du gouvernement républicain, appelée par diverses composantes qui revendiquent chacune des dizaines de milliers d'adhérents. Dans ce contexte, marqué par l'écrasement des socialistes autrichiens, en février, puis par le soulèvement révolutionnaire espagnol des Asturies, en octobre, une puissante aspiration à

l'unité s'empare de la base des partis socialiste et communiste, et des deux principales confédérations syndicales (CGT et CGTU), dont les cortèges convergent spontanément lors de la grève générale du 12 février. Le mouvement ouvrier prend confiance dans ses propres forces dans la foulée du succès de la grève générale du 12 février 1934 et du pacte d'unité d'action SFIO-PCF du 27 juillet. Dès fin mars 1934, l'Appel des intellectuels antifascistes, puis celui du Comité Amsterdam-Pleyel (juin 1935), débouchent, sur l'énorme mobilisation du 14 juillet 1935, soutenue activement par la LDH. Dès octobre 1934, des négociations s'engagent entre la CGT (dominée par la SFIO) et la CGTU (dominée par le PCF) pour la réunification syndicale, actée au Congrès de Toulouse de mars 1936. Ces développements nourrissent une puissante aspiration sociale et démocratique, dont la dynamique est clairement anticapitaliste.

NOUVELLE POLITIQUE DE STALINE

Après la victoire d'Hitler, Staline cherche à se rapprocher des démocraties occidentales pour se protéger de l'impérialisme allemand, dont la volonté d'expansion à l'Est s'exprime désormais au grand jour. Cette orientation est adoptée par le 7^e congrès de l'IC, en juillet 35. Les partis communistes doivent s'aligner sur la diplomatie soviétique. Le PCF veille désormais à ne pas mettre en cause les intérêts fondamentaux de la bourgeoisie française et de son empire

colonial (12,5 millions de km² et 65 à 70 millions d'habitant-es).

Cela justifie la main tendue au Parti radical, qui dispose d'une base électorale petite-bourgeoise, bien qu'il défende les intérêts de la bourgeoisie impérialiste¹. Il a été à la tête de plusieurs gouvernements (de juin 1932 à février 1934), avant de participer docilement à des cabinets de droite (de février 1934 à mai 1935). Pourtant, ébranlé par ses reculs aux scrutins cantonaux et communaux de 1934-1935, il négocie un programme de Rassemblement populaire avec la SFIO et le PCF pour les élections parlementaires d'avril-mai 1936, qui ne contient ni réformes sociales ni concessions aux revendications des salarié-es.

Le 3 mai 1936, le PCF est le grand vainqueur des élections, passant de 8,3 % à 15,2 % des suffrages (de 10 à 72 députés). La SFIO se maintient (perdant légèrement en suffrages, de 20,5 % à 19,2 %, elle gagne 17 sièges). Les radicaux, compromis dans une gestion calamiteuse de la crise et dans les scandales financiers qui étaient au cœur de la propagande d'extrême droite, reculent (de 19,2 % à 15,2 %, perdant 45 sièges), même s'ils dominent encore le Sénat. Au total, les partis du Front populaire passent de 48 % à 51,5 % des suffrages (en comptant les 1,9 % du Parti d'unité prolétarienne¹). Le gain n'est pas énorme, mais le déplacement à gauche de l'électorat est spectaculaire.

GRÈVES DE MASSE ET OCCUPATION DES USINES

Le mouvement de grève suit immédiatement le résultat des élections. Dès le 11 mai, au Havre et le 13 mai, à Toulouse, avec les premières occupations d'usine. Le 24 mai, une manifestation de plusieurs centaines de milliers de personnes défile à la mémoire des morts de la Commune. Les grèves avec occupation se sont étendues à la métallurgie parisienne. Le 28 mai, les 35 000 ouvriers des usines Renault cessent le travail et les occupations se généralisent. Après une brève accalmie, le mouvement reprend de plus belle le 2 juin et touche tous les secteurs ainsi que les nouvelles générations de salarié-es.

Le 4 juin, le gouvernement est formé, avec Léon Blum (SFIO) comme président et Édouard Daladier (radical) comme vice-président. Les radicaux obtiennent des portefeuilles essentiels comme la Défense nationale, la Justice, les Affaires étrangères, l'Éducation nationale ou le Commerce. Pour le Président du conseil, la gauche doit occuper le pouvoir et l'exercer, avant d'envisager sa conquête. Le PCF soutient ce cabinet sans y participer.

Son tournant unitaire lui a permis d'être en phase avec la poussée d'en bas. En 4 ans, de 1933 à 1937, ses membres passent de 30 000 à 300 000 membres ! Mais il va mettre sa nouvelle influence politique de masse au service d'une politique d'autolimitation des aspirations du monde ouvrier et des peuples colonisés : renonciation à des réformes structurelles, ralliement à la défense nationale, mise en sourdine de l'anticolonialisme² et acceptation de la politique de non-intervention pour soutenir la République espagnole.

Immédiatement, le gouvernement s'efforce de faire cesser les grèves et les occupations en annonçant le vote imminent de lois sociales. Pourtant, du 4 au 7 juin, loin de se calmer, le mouvement se généralise, s'étend à la province et atteint les services publics. Il touche des secteurs nouveaux, comme les grands magasins, les assurances, la restauration et les spectacles.

Cette irruption des masses dans le domaine où se règlent leurs propres destinées se traduit par 12 000 arrêts de travail, 2 millions de grévistes, l'occupation des lieux de travail, l'émergence d'une assemblée générale des

délégués des usines en grève de la région parisienne, l'afflux de 4 millions de syndiqué-es dans la CGT unifiée. C'est dans ce contexte que Trotsky peut écrire, le 9 juin 1936 : « *La révolution française a commencé* ».

FRONT POPULAIRE, ULTIME REMPART DE L'ORDRE BOURGEOIS ?

En face, on s'organise. Dès le 5 juin, c'est le grand patronat qui prend l'initiative d'une négociation au sommet en proposant le relèvement général des salaires contre l'évacuation des usines. « Voilà d'où est venu l'accord Matignon », signé dans la nuit du 7 au 8 juin, expliquera Blum, quelques années plus tard. Que contient-il ?

1. Le principe de contrats collectifs de travail fondés sur la reconnaissance de la liberté syndicale, la désignation de délégué-es du personnel dans toute entreprise comptant au moins 10 salarié-es³ et la fixation de salaires minimaux par région et catégorie.
2. Le relèvement des salaires de 15 % pour les plus faibles à 7 % pour les plus élevés.
3. La renonciation à toute sanction pour fait de grève.

Les congés payés et la semaine de 40 heures sont votés par la majorité de la Chambre, les 11 et 12 juin. La CGPF (Confédération générale du patronat français) exprime publiquement ses réserves envers l'Accord de Matignon, paraphé sous la contrainte, alors que les dirigeants syndicaux se déclarent liés par leur signature et appellent à la reprise immédiate du travail.

Dans ce contexte extrêmement tendu, le PCF joue un rôle décisif en faveur la reprise du travail. Le 11 juin, Maurice Thorez déclare en effet : « *Il faut savoir terminer une grève dès que satisfaction a été obtenue. Il faut même savoir consentir au compromis si toutes les revendications n'ont pas encore été acceptées, mais que l'on a obtenu la victoire sur les plus essentielles des revendications. Tout n'est pas possible* ». Le lendemain, le reflux est net en région parisienne, plus lent en province.

Le gouvernement Blum s'embourbe dès lors dans ses contradictions : comment satisfaire les revendications populaires, assurer la relance de l'économie et garantir le redressement des profits des entreprises ? Le patronat reprend d'une main ce qu'il a cédé de l'autre, tandis que le gouvernement s'engage dans des politiques d'austérité qui démobilisent très vite

Présentation du Centre d'études marxistes

Le Centre d'études marxistes se donne comme objectif de travailler à revisiter et rediscuter les questions stratégiques de manière non exhaustive.

À partir de ce travail de redéfinition, de débats, d'échanges pour une actualisation de ces questions stratégiques, il cherche à rendre accessibles à un public militant, notamment dans la jeunesse, les références d'un marxisme non dogmatique, critique et résolument internationaliste, qui permette de penser un monde en crise, et d'agir pour l'émancipation, contre toutes les oppressions et dominations dans une situation différente de celle dans laquelle les marxistes révolutionnaires ont évolué au cours du 20^e siècle. Il agit en complémentarité du NPA-A tout en cherchant à élargir le champ de ses échanges, notamment avec d'autres courants de pensée que nous rencontrons régulièrement dans nos activités, sociales, politiques ou intellectuelles.

Il a tenu une première initiative le 16 juin 2024 intitulée « Le temps des néofascismes et nos réponses », puis un cycle de débats à l'université d'été du NPA-A, pour partie en collaboration avec *Contretemps web*. Le Centre organise des soirées mensuelles thématiques à Paris depuis septembre 2024. Nous publions dans ce numéro les introductions d'Olivier Besancenot et de François Sabado lors de la première soirée, intitulée *Le front populaire en 1936 et aujourd'hui*.

la base populaire du front, tandis que les polémistes antisémites prospèrent sur la dénonciation de Léon Blum. L'offensive de longue haleine d'une droite autoritaire, colonialiste, raciste et antisémite, à laquelle les directions de la gauche n'ont pas su opposer une alternative socialiste victorieuse, achevait de préparer l'opinion à la capitulation vichyssoise.

C'est dans ce sens, que Trotsky a pu écrire que le Front populaire était bien, avec le fascisme, la dernière carte de la bourgeoisie. □

1) Constitué d'exclus et de dissidents du PCF, de 1930 à 1937, avant de rallier la SFIO.

2) « En prévision de la guerre des « démocraties » contre les dictatures, le Komintern veillait à ne pas priver l'allié impérialiste du soutien de ses précieuses colonies. » (Daniel Guérin, *Front populaire, révolution manquée*, Paris, Maspéro, 1970, p. 173).

3) Ces délégué-es seront élus par les ouvriers et les ouvrières âgés d'au moins 18 ans, mais les candidat-es doivent avoir au moins 25 ans et être de nationalité française.

Front populaire : les tâches des révolutionnaires

PAR FRANÇOIS SABADO

Trotsky, étroitement surveillé durant son séjour en France (de juillet 1933 à juin 1935), puis exilé en Norvège, de même que le courant trotskiste, faible, divisé et pourchassé par les staliniens, ont tout de même tenté de formuler une tactique précise par rapport au Front populaire de 1936, ceci dans des conditions particulièrement difficiles.

La référence au Front populaire confond souvent dans une même perspective l'unité des partis de gauche, la grève générale et les conquêtes sociales arrachées par les mobilisations populaires. Pourtant, le Front populaire a un caractère profondément contradictoire.

APPROCHE GÉNÉRALE

Dans une polémique avec Louis Althusser, Ernest Mandel revenait sur cette question, en 1979 : « toute l'équivoque est là. Le Front populaire, ce n'est pas seulement la dynamique unitaire. C'est aussi et surtout la dynamique unitaire déviée de ses objectifs anticapitalistes naturels vers des objectifs et des formes de gouvernement compatibles avec la survie de l'État bourgeois et de l'économie capitaliste. »¹

Les révolutionnaires doivent évidemment se situer dans la dynamique unitaire, mais en refusant la collaboration de classe, soit : 1. les alliances des partis du mouvement ouvrier avec des partis bourgeois constitués – dans la France de 1936, le Parti radical a une base petite-bourgeoise, mais il défend une politique compatible avec les intérêts du capital impérialiste – 2. les alliances avec « l'ombre de la bourgeoisie » (personnalités diverses incarnant une orientation bourgeoise). Ici, la question est plus discutable et dépend de l'appréciation que l'on fait de la situation ; 3. une politique réformiste de gestion de l'État bourgeois et de l'économie capitaliste, directement menée par les appareils traditionnels du mouvement ouvrier (formules d'union de la gauche).

UNE POSITION DE PRINCIPE

Trotsky défend une position de principe : pas de participation, en tant qu'organisation révolutionnaire indépendante, à des gouvernements de front populaire, tout en soutenant, bien entendu, les mesures positives du gouvernement Blum. Pourquoi faut-il préciser « comme organisation indépendante » ? Parce que, de la fin de l'année 1934 au début de l'année 1936, les Trotskistes militent au sein de la SFIO et se trouvent donc au sein du Front populaire. Mais, à la différence de Marceau Pivert (syndicaliste enseignant) et de son courant « la gauche révolutionnaire » – qui formait la principale gauche de la SFIO – les Trotskistes ne soutiennent pas l'idée de participer au gouvernement de front populaire. Le poids du Parti radical et des appareils réformistes et staliniens dans l'Alliance ne pouvait justifier une telle participation.

En Espagne, la direction du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) décide de s'allier aux républicains de gauche. Une alliance électorale est signée, le 15 janvier 1936. Son programme est qualifié de « démocratique bourgeois » par les socialistes. Le PSOE et le Parti communiste espagnol (PCE) s'engagent à soutenir ce programme sans participer au gouvernement en cas de victoire. Trotsky dénonce alors en termes très durs « la politique de trahison » du POUM² et des Trotskistes qui militent en son sein, pour avoir signé un pacte d'alliance électorale au contenu trompeur « avec la bourgeoisie ». ³ Ceux-ci, comme les anarchistes de la CNT, justifient essentiellement leur soutien électorale par la perspective de libération



Manifestation contre la non-intervention en Espagne à Paris, mai 1937 © IHS CGT Métaux

des prisonniers politiques en cas de victoire électorale de la coalition.

Pourtant, s'il paraît clair que les révolutionnaires ne devaient pas participer à un gouvernement de front populaire avec le Parti radical en France, la question est moins évidente en Espagne, où toutes les fractions de la droite et de l'ultra-droite étaient opposées au front populaire... Les républicains y étaient extrêmement minoritaires. Il s'agissait d'une alliance avec « l'ombre de la bourgeoisie ». La question pouvait donc se poser, en particulier, pour la défense des droits politiques et la libération des prisonniers politiques.

Là où le POUM a commis une erreur politique tragique, ce n'est pas en participant à l'alliance électorale de front populaire, en janvier 1936. Mais en acceptant, en septembre 1936, d'entrer dans le gouvernement républicain catalan reconstitué (la *Generalitat*) et en cautionnant la dissolution des organismes de pouvoir populaire, les organes de dualité de pouvoir – le Comité central des milices antifascistes et ses comités dans les villes et villages. La reconstitution de l'État bourgeois et la dissolution des germes d'un pouvoir des conseils étaient exigées par les staliniens du PCE (PSUC en Catalogne), appuyés par les socialistes, les républicains et même par la CNT anarchiste.

Dans d'autres circonstances politiques, dans des situations de crise, on a assisté à la mise en place d'autres coalitions de collaboration de classe directe, sans passer par une alliance avec des partis bourgeois : le Programme commun de gouvernement des partis socialiste et communiste en France (1972-1977), où la présence des radicaux de gauche ne pouvait pas être considérée comme une alliance avec un parti bourgeois significatif, l'Unité populaire au Chili (1969-1972) ou les gouvernements du MFA, après la révolution des Œillets d'avril 1974 au Portugal. La non-participation à de tels gouvernements se justifiait, dans la mesure où ils visaient à garantir la pérennité de l'État bourgeois.

LA TACTIQUE DES TROTSKISTES DES ANNÉES 1930

En revanche, la politique de la gauche révolutionnaire à l'égard des fronts populaires ne se réduit pas à dénoncer les alliances avec la bourgeoisie ou la défense de l'État bourgeois, en opposant l'objectif de gouvernements

ouvriers et paysans à celui de gouvernements de front populaire. Trotsky et les Trotskistes s'efforcent aussi de définir une tactique visant à l'unité et au dialogue avec les forces politiques et sociales qui gravitent autour des fronts populaires.

Une telle tactique ne peut se résumer à quelques formules statiques. Elle dépend de l'évolution de la conjoncture politique. Nous allons revenir sur les principales étapes de cette tactique concernant la France, de 1933-1934 à 1937.

A. FRONT UNIQUE, REVENDICATIONS TRANSITOIRES ET LUTTE POUR LE POUVOIR

Avant le Front populaire, lorsque l'Internationale communiste (IC) applique l'orientation ultragauche sectaire, dite de « la troisième période », et que le PCF dénonce la SFIO comme « social-fasciste », Trotsky met l'accent sur le front unique contre la division du mouvement ouvrier.

Pour la France, en octobre 1934, il écrit que « le but du Front unique des partis socialiste et communiste ne peut être qu'un gouvernement de ce Front, c'est-à-dire un gouvernement socialiste-communiste, un ministère Blum-Cachin [...] La campagne du Front unique doit s'appuyer sur un programme de transition bien élaboré, c'est-à-dire sur un système de mesures qui – avec un gouvernement ouvrier et paysan – doivent assurer la transition du capitalisme au socialisme ».⁴ La formule des Revendications transitoires avait été développée par les III^e et IV^e congrès de l'IC, du vivant de Lénine, parallèlement à celle du Front unique ouvrier, pour répondre à une situation nouvelle, dès la fin de l'année 1920, marquée par l'épuisement de la vague révolutionnaire de l'immédiat après-guerre. Elle est ici reprise et développée par le mouvement trotskiste.

Quelques mois auparavant, en juin 1934, avant d'entrer dans la SFIO, la Ligue communiste (trotskiste) avait publié un Programme d'action, rédigé par des militants français et revu par Trotsky. Il comprenait notamment le contrôle ouvrier et paysan sur l'économie, la nationalisation des banques, des industries clés et des transports ; la gestion des services sociaux par et pour les travailleurs ; le monopole du commerce extérieur ; le droit des nations à disposer d'elles-mêmes jusqu'à la

séparation ; une assemblée unique ; la formation de milices antifascistes ; la semaine de 40 heures avec augmentation des salaires ; des salaires égaux pour les femmes et les jeunes ; une extension de la durée de la scolarisation et de l'apprentissage ; un congé annuel d'un mois ; une retraite permettant de vivre dès l'âge de 50 ans, une assurance chômage et une protection de la maternité avec congés supplémentaires ; la suppression des lois spéciales sur les étrangers et les coloniaux ; l'expropriation des grandes propriétés, la suppression du métayage et les mêmes droits pour les travailleurs agricoles...

Ce programme donnait une importance centrale aux revendications démocratiques, notamment à l'Assemblée unique : « *Nous exigeons de nos frères de classe qui se réclament du 'socialisme démocratique' qu'ils soient fidèles à eux-mêmes, qu'ils s'inspirent des idées et des méthodes non de la Troisième République, mais de la Convention. À bas le Sénat, Chambre élue au suffrage restreint et qui rend illusoire les pouvoirs du suffrage universel ! À bas la Présidence de la République qui sert de point de concentration occulte à toutes les forces du militarisme et de la réaction !* UNE ASSEMBLÉE UNIQUE doit concentrer le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif. Les membres en seraient élus pour deux ans, au suffrage universel depuis l'âge de dix-huit ans, sans distinction de sexe ni de nationalité. Les députés seraient élus sur la base d'assemblées locales, constamment révocables par leurs mandants et recevraient pendant le temps de leur mandat le traitement d'un ouvrier qualifié ».⁵

Il s'agissait là d'une forme de pouvoir qui combinait un pouvoir démocratique bourgeois radical et certains traits du pouvoir prolétarien. Le 7 novembre 1933, Trotsky précisait déjà que si les socialistes parvenaient dans la lutte à regagner la confiance d'une majorité et à former un gouvernement, « nous ne pourrions certes endosser des responsabilités pour ce gouvernement social-démocrate, mais nous aiderions honnêtement à lutter pour lui ; avec vous, ajoutait-il, nous repousserions toutes les attaques de la réaction bourgeoise. Plus encore, nous nous engageons devant vous à ne pas entreprendre



*d'actions révolutionnaires qui sortiraient des limites de la démocratie – de la véritable démocratie – tant que la majorité des ouvriers ne se serait pas placée consciemment du côté de la dictature révolutionnaire ».*⁶

Plus tard, le mot d'ordre d'assemblée unique, réunissant les pouvoirs législatif et exécutif, ne sera plus repris, mais ce qui restera central, c'est le mot d'ordre de dissolution du Sénat, cette deuxième chambre qui dispose d'un droit de veto sur les décisions de l'assemblée.

B. AGIR AU SEIN DES MASSES

Cette politique s'accompagne de l'entrée de la Ligue communiste, comme Groupe bolchevik-léniniste (GBL) dans la SFIO, dès la fin de l'été 1934. Isolés par les staliniens, ne parvenant pas à peser de l'extérieur des organisations politiques de masse du mouvement ouvrier, les Trotskistes choisissent de féconder le front unique de l'intérieur, par l'entrisme dans la SFIO. Avec quelques résultats dans la fédération de la Seine, dans les jeunesses et dans les TPPS (Toujours prêts pour servir), le service d'ordre de la Fédération de la Seine, créé par le leader de son aile gauche, Marceau Pivert.

À la fin mars 1935, Trotsky juge la situation « *prérévolutionnaire* », même si « *le caractère non révolutionnaire de la direction du prolétariat entrave la transformation de la situation prérévolutionnaire en situation révolutionnaire déclarée* »⁷. Le 11 juillet 1935, il avance la formule : « *Pour tourner le Front populaire contre la bourgeoisie, il faut chasser les bourgeois du front populaire* ».⁸

Le 15 juillet, le gouvernement Laval annonce la réduction des dépenses publiques et des salaires des fonctionnaires et ouvriers d'État. Les chefs de la SFIO et du PCF protestent, mais ne tentent rien qui puisse déranger leurs partenaires radicaux. Les 6 et 8 août, des émeutes éclatent à Brest, puis à Toulon, faisant plusieurs morts. Les dirigeants du Front populaire parlent de provocation. Trotsky y voit une accélération du mouvement révolutionnaire. Il insiste dès lors sur la centralité du mot d'ordre de grève générale, dans le sens d'une généralisation des grèves qui ne sont plus corporatives, mais ont

une dynamique politique. Il insiste sur les propositions politiques qui doivent accompagner le mouvement d'ensemble du prolétariat français.

Dès que le « Rassemblement populaire » s'est mis en place, à l'automne 1934, les Trotskistes ont tout fait pour ne pas s'isoler des masses en mouvement. S'ils ne participent pas au Front populaire et à ses organismes dirigeants, ils s'efforcent d'intégrer le mouvement du front populaire par le truchement des « *comités d'action* ». C'est aussi le meilleur moyen de préparer le prolétariat à créer ses propres organes (conseils, soviets) dans la grève générale qui vient.

Trotsky propose l'élection de délégués du front populaire pour constituer un vrai mouvement qui porte les revendications sociales et démocratiques et pèse sur les directions : « *Le Front populaire défend la démocratie. Qu'il commence donc par l'appliquer dans ses propres rangs. En d'autres termes, le Front populaire doit directement et immédiatement refléter la volonté des masses en lutte. Comment la refléter ? De la façon la plus simple qui soit, par des élections* ».⁹ Il ne fait pas de l'exclusion des radicaux une condition de telles élections. Il s'agit bien d'élections au sein du Front populaire, tel qu'il est. Pour lui, « *la création de comités d'action élus, qui devraient constituer la base de masse du Front populaire* », est la seule idée positive de la résolution de Dimitrov au 7^e congrès de l'IC.

C. LA GRÈVE GÉNÉRALE DE MAI-JUIN ET SES LENDEMAINS

Dès mai-juin 1936, les événements s'accéléraient brusquement. Trotsky estime que « *les masses sont en train de créer, par leur action directe, une situation révolutionnaire* »¹⁰. Il n'est pas le seul à faire cette analyse : dans un éditorial du *Populaire*, le journal de la SFIO, daté du 27 mai, Marceau Pivert s'exclame : « *Tout est possible, maintenant, à toute vitesse...* »¹¹ Quelques années plus tard, à son procès de Riom, du 19 février au 15 avril 1942, Léon Blum déclarera que « *la situation n'était pas révolutionnaire mais quasi révolutionnaire* ».

Au lendemain du grand mouvement de grève de mai-juin 1936, plus que jamais, Trotsky insiste sur le fait que les révolutionnaires ne doivent pas « *apparaître comme des gêneurs mais comme des gens qui veulent aller de l'avant* ».¹²

En réalité, il essaie de combiner une indépendance vis-à-vis des directions réformistes et staliniennes, mais aussi du gouvernement de front populaire, avec une insertion dans le Front populaire en tant que mouvement de masse. Il s'efforce aussi de prendre en compte l'histoire du mouvement ouvrier français, de ses fortes traditions parlementaires et d'organisation. C'est le trait dominant de son attitude, même si ses jugements subissent des oscillations et qu'il n'évite pas toujours de plaquer sur la France certains enseignements du modèle russe.

Le 21 juin, il invite à réfléchir sur le caractère de la prochaine grève générale : « *Répéter maintenant ce mot d'ordre de grève générale, sans le définir, ni le concrétiser, serait une faute. Nous devons bien comprendre nous-mêmes que la prochaine grève sera, selon toute vraisemblance, dirigée non contre le gouvernement Blum, mais contre les ennemis de ce gouvernement : les 200 familles¹³, les radicaux, le Sénat [qui a le pouvoir de bloquer les réformes, F.S.], la haute bureaucratie, l'état-major, etc.* » Elle se heurtera à une réaction formidable de l'adversaire.

Il poursuit en expliquant comment la gauche révolutionnaire doit aborder la question : « *Nous ne mettons pas Léon Blum dans le même sac que les De Wendel et les De La Roque. Nous accusons Blum de ne pas comprendre la formidable résistance des De Wendel. Nous devons répéter qu'en dépit de notre opposition irréductible au gouvernement Blum, les ouvriers nous trouveront en première ligne pour combattre ses ennemis impérialistes. C'est là une nuance très importante, décisive même, pour la période qui vient* ».¹⁴

Le 11 juillet, il propose que les ouvriers de l'usine de chocolat de Lille Delespaul-Havez, en grève, qui avaient redémarré la production par eux-mêmes en élisant un « *directeur* » trotskiste, « *adressent un manifeste aux ouvriers de France, en expliquant que la direction des usines par les ouvriers eux-mêmes est une chose tout à fait réalisable, à condition que les banques et les industries clés soient à la disposition du peuple* ».¹⁵

Le 19 juillet, il précise sa pensée : « *Quand nous disons que le moment n'est pas encore venu de combattre de front le gouvernement Blum, nous ne voulons pas dire par là qu'il faille le protéger, mais seulement qu'il faut l'attaquer sur ses flancs. Son flanc droit, ce sont les radicaux [...] qui sabotent*



Grève de la métallurgie : occupation d'une usine de la banlieue parisienne © Agence Meurisse, 1936, Paris, BnF.

et qui ne peuvent pas ne pas saboter tout ce qui est progressiste dans le programme du gouvernement » Qu'est-ce que cela signifie en termes d'orientation ? « Le mot d'ordre ne peut pas être 'À bas le gouvernement Blum', mais 'Il faut chasser les bourgeois radicaux du gouvernement Blum !' ».¹⁶

Trotsky rejette le mot d'ordre de « Front populaire au pouvoir », que défendent deux figures du communisme qui ont rejoint Trotsky, Alfonso Leonetti (ancien membre fondateur du Parti communiste d'Italie) et Ruth Fischer (ancienne dirigeante de l'aile gauche du Parti communiste allemand), à la veille de la manifestation du 14 juillet 1935, alors que Jean Rous insiste sur la centralité du mot d'ordre « Chassez les radicaux ! », auquel Trotsky préfère « Chassez les chefs radicaux ! », parce qu'il ne s'agit pas de viser « les petites gens de la clientèle radicale ».¹⁷ En Belgique, il avait certes défendu le mot d'ordre de « POB – Parti ouvrier belge au pouvoir », un parti social-démocrate réformiste, mais celui-ci n'avait pas formé de coalition avec la bourgeoisie.

QUELQUES BRÈVES REMARQUES SUR LE NOUVEAU FRONT POPULAIRE

Ce qui rapproche le NFP du Front populaire de 1936, c'est la référence à une expérience positive de mobilisation unitaire, même si celle de

2024 est nettement plus faible. Le programme du NFP est extrêmement modéré, même s'il est plus précis sur les réponses immédiates. Il aborde quelques questions clés : salaires, retraites, défense des droits. Mais comme celui du Front populaire de 1936, il ne s'inscrit pas dans une perspective de rupture anticapitaliste. Aujourd'hui, les tâches de construction de « comités d'action » pourraient s'inspirer du Front populaire de 1936. La situation est cependant très différente. S'il y a bien une polarisation entre gauche et extrême droite, il n'y a pas de situation prérévolutionnaire ou révolutionnaire dans la France de 2024. Ensuite il n'y a pas de partis bourgeois ou même de personnalités bourgeoises organiquement liés à l'impérialisme français à la tête du NFP, quelle que soit la caractérisation que l'on donne du PS actuel. L'expérience du NFP intervient après un changement des rapports de force à gauche. Le PS est minoritaire et le PCF est plus faible encore. Ce n'est ni le Front populaire de 1936 ni l'Union de la gauche. Quoi qu'on puisse penser des options politiques de Jean-Luc Mélenchon, la gauche combative est en position de force dans l'Alliance.

Tous ces éléments ont créé les conditions pour une participation des révolutionnaires dans le NFP. □

1) Ernest Mandel, Réponse à Louis Althusser et Jean Elleinstein, Paris, La Brèche, 1979, p. 40-41.

2) Le Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM) est un parti communiste antistalinien, fondé à Barcelone, en septembre 1935 par la fusion de la Gauche communiste d'Espagne, d'origine trotskiste, et du Bloc ouvrier et paysan.

3) Léon Trotsky, « La trahison du Parti ouvrier d'unification marxiste », in : La révolution espagnole (1936-1939), Paris, Éd. de Minuit, 1975, p. 290.

4) Léon Trotsky, « Où va la France ? », in : Le mouvement communiste en France (1919-1939), Paris, Éd. de Minuit, 1967, p. 472-73.

5) Il s'agit du premier projet trotskiste de « programme de transition ».

6) Léon Trotsky, « La situation en Europe : nos tâches d'aujourd'hui », 7 nov. 1933.

7) Léon Trotsky, « Encore une fois, où va la France ? », fin mars 1935.

8) Léon Trotsky, « Les radicaux et le Front populaire », 11 juillet 1935, Œuvres, tome 6, p. 53.

9) Léon Trotsky, « Front populaire et Comités d'action », 26 nov. 1935.

10) Léon Trotsky, « L'Étape décisive », 5 juin 1936.

11) Marceau Pivert, « Tout est possible », 27 mai 1936.

12) Léon Trotsky, « Sur la France », 9 juin 1936, Œuvres, tome 10, p. 72.

13) Les deux cents familles désigne, les dynasties bourgeoises françaises représentées dans de nombreux conseils d'administration de grandes sociétés industrielles, financières ou commerciales.

14) Léon Trotsky, « Préparer la seconde vague », 21 juin 1936, Œuvres, tome 10, p. 119.

15) Léon Trotsky, « Les difficultés de la section française », 19 juillet 1936, Œuvres, tome 10, p. 225.

16) Léon Trotsky, « Les radicaux, agents de la bourgeoisie au gouvernement », 19 juillet 1936, Œuvres, tome 10, p. 272.

17) Lettre de Léon Trotsky à Jean Rous, cité par J.-P. Joubert, Trotsky et le Front populaire, Cahiers Léon Trotsky, 9, janvier 1982, p. 39.

Refusons la répression de la

solidarité avec la Palestine

PAR NÉVA LAPREVISTI

Urgence Palestine a organisé, le 18 octobre à Aubervilliers (93) un meeting contre la répression et en soutien à tou·tes les défenseur·es des droits humains mobilisé·es contre le génocide à Gaza. Le NPA-A était invité à s'exprimer à ce meeting.

Nous sommes à plus de 400 jours de génocide à Gaza. L'ONU considère que 70 % des infrastructures civiles (hôpitaux, écoles, etc.) sont détruites ou gravement endommagées. Cela représente 17 milliards d'euros partis en fumée sous les bombes, selon une enquête de la Banque mondiale, soit 97 % du PIB de l'ensemble des territoires palestiniens occupés. L'ONU constate que 9 gazaoui·es sur 10 ont été déplacé·es, y compris plusieurs fois (jusqu'à 10 fois) et que 89 % du territoire est placé sous ordre d'évacuation par l'armée israélienne. Le ministère de la Santé de Gaza a recensé plus de 42 000 mort·es et près de 100 000 blessé·es. Tout le monde s'accorde sur le fait que ces chiffres sont largement sous-estimés. Pour nous empêcher de documenter le génocide en cours, le Parlement israélien a voté, le 28 octobre, l'interdiction des activités de l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens (Unrwa) sur l'ensemble de son territoire (y compris la Cisjordanie et Jérusalem-Est). Et, comme si cela n'était pas suffisant, l'armée israélienne étend sa guerre au Liban et en Iran, avec une logique coloniale implacable. Et nous comptons nos morts dans tout le Moyen-Orient.

FAIRE FRONT TOU·TES ENSEMBLE

Refuser de voir ce que fait l'État d'Israël est un crime d'inhumanité. Contre cela, nous devons faire front commun pour exprimer notre soutien à la Palestine, partout où nous sommes : dans les collectifs, les syndicats, les partis, les associations, les lieux de travail et d'études et dans la rue. Nous devons faire pression pour que le génocide cesse. Les manifestations de soutien à la Palestine redonnent espoir à tou·tes les résistant·es.

Dans ce cadre nous ne devons laisser personne sur le côté. Sinon, on se fera arrêter un par un. Malgré nos possibles désaccords tactiques ou d'analyse au sein du mouvement de solidarité avec la Palestine, nous pensons que la lutte contre le génocide en Palestine et la lutte contre le fascisme en France, sont les deux faces d'une même pièce, à savoir la lutte contre un système qui nous écrase et nous opprime, avec en première ligne les Arabes et les musulman·es, là-bas et ici, dans les quartiers populaires notamment, où les violences policières sont quotidiennes.

UNE RÉPRESSION D'ÉTAT

Ces dernières semaines le mouvement de soutien à la Palestine est

particulièrement touché par la répression : Imaane Maarifi, Yanis Arab, Elias d'Imzalène, pour ne citer que les cas les plus récents. Cette répression s'abat sur tout le mouvement ouvrier, à commencer par les syndicalistes, dès qu'on s'oppose à la politique du gouvernement. Le NPA-A a été parmi les premiers à avoir été poursuivi pour « apologie du terrorisme » l'hiver dernier. Il s'agit de faire taire toute forme de solidarité car la France se compte parmi les alliés les plus étroits de l'État d'Israël. Macron veut maintenir les liens économiques et financiers du patronat français en Israël, à commencer par la BNP, Carrefour ou encore AXA, en dépit de toute humanité. Le 5 octobre dernier, Macron s'est déclaré « en faveur de l'arrêt des livraisons d'armes à Israël pour la guerre à Gaza », mais ce n'est pas par humanisme, c'est uniquement parce qu'il défend les intérêts capitalistes français au Liban. Les revirements de Macron sont surtout la preuve que le sens du vent a changé.

En dernière instance, si l'appareil d'État nous tape dessus aussi fort, c'est la preuve que nos manifestations, actions et rassemblements fonctionnent et font peur. C'est la preuve que nous avons raison de continuer sur cette voie pour une Palestine libre! □